

# À celles et ceux qui



Paris, le 16 octobre. Point fixe du NPA à la manifestation contre la réforme des retraites. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

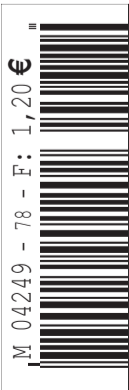
**Le Conseil politique national (CPN) du NPA lance un appel à poursuivre la lutte contre toutes les attaques du gouvernement et à préparer une alternative anticapitaliste.**

**E**n France, comme partout en Europe, les gouvernants de droite comme de gauche, «ceux d'en haut», veulent nous faire payer la facture de leur crise. Tous les moyens sont bons pour augmenter les profits, protéger les privilèges d'une minorité. [...] Confrontés à une crise écologique qui menace les ressources, la biodiversité et l'avenir de l'humanité, les puissants de ce monde se lancent dans un capitalisme vert qui ne résoudra rien et n'a pour but que de trouver de nouveaux

marchés. En France, la loi sur les retraites est l'acte I d'un plan d'hyper-austérité. [...] Seulement voilà, des millions de jeunes, de travailleurs, de précaires ont résisté. La mobilisation que nous avons vécue a été exceptionnelle, par sa durée et sa radicalité. Manifestations multimillionnaires répétées, blocages, grèves reconductibles se sont conjugués pour faire face à l'offensive antisociale. L'ultra majorité de la population a été vent debout contre les

parlementaires de droite, la clique de ministres et leurs chefs, Nicolas Sarkozy et Laurence Parisot. Oui, c'est dans la rue que se trouvent la lucidité, la dignité, la légitimité, pas au Parlement, à Matignon ou à l'Élysée! À la destruction, nous répondons mobilisation! Au projet de loi contre les retraites, nous avons massivement répondu retrait! À sa promulgation, nous répondons abrogation! La colère sociale est durable.

**SUITE PAGE 2**



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/DR)

**REGARDS**

**Droit au logement fête ses 20 ans**

Page 2



**ACTU**

**Le sommet du G20**

Page 4



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

**PARLONS-EN**

**Après le salon de l'intoX, retour à la réalité**

Page 9

**Agenda**

**18 novembre, Tariq Ali, Paris.**

La Société-Louise-Michel et le Merle moqueur, librairie du 104, vous invitent à une table ronde, animée par Thierry Labica, en présence d'Eric Hazan, d'Olivier Besancenot et de Tariq Ali, à l'occasion de la sortie de son livre *Obama s'en va-t-en guerre*.  
RV à 19 heures, à l'Atelier 1 du 104, 104 rue d'Aubervilliers, Paris 19° (M° Stalingrad ou Riquet).

**19 novembre, Quinzaine des Tiers-Mondes, Montpellier.**

Conférence Débat « Travail des enfants, conditions sociales : les habits de la dépendance », dans le cadre de la Quinzaine des Tiers-Mondes. RV de 17 h 30 à 23 heures au centre Rabelais, Montpellier.

**19 novembre-19 décembre, Jolie Môme, Saint-Denis.**

La compagnie Jolie Môme présente sa nouvelle pièce, *Inflammable*.  
RV jeudi, vendredi, samedi à 20h30, dimanche à 16 heures à La Belle étoile, 14, rue Saint-Just, Saint-Denis.  
Restauration légère sur place à partir de 19 heures. Réservations conseillées au 01 49 98 39 20.

**20 novembre, manif, Annecy.**

Manifestation contre la candidature d'Annecy aux Jeux Olympiques d'hiver de 2018, organisé par le Comité anti JO. RV à 14 heures devant la mairie.

**23 novembre, manif retraites, national.**

Manifestations contre la réforme des retraites. À Paris, RV à 12 heures, place de l'Opéra en direction de la Bourse.

**25 novembre, ciné-débat, Les Mureaux.**

Ciné-débat organisé par Attac78Nord autour du film *Water makes money*.  
RV à 20h30, au cinéma Frédéric Dard, 77, rue Paul-Doumer, Les Mureaux (prix : 5 euros).

**26 novembre, Retraites, réunion-débat, Nice.**

Le NPA et les Alternatifs des Alpes-Maritimes organise une 5<sup>e</sup> réunion-débat : *Mobilisation retraites, premiers bilans et perspectives. Comment rebondir ? Quels prolongements ? Quelles alternatives ?*  
RV à 19 heures, hôtel Esatitude, 3, rue de Roquebilière, Nice (arrêt de Tram : Virgile-Barel).

**26 novembre, conférence Brésil, Marseille.**

Conférence de Jean-José Mesguen « Le Brésil : une grande puissance postcoloniale ? »  
RV à 19 heures, Maison de quartier du 1-7, Salle de la mairie, 12 bd Dugommier 13001 Marseille.

**27 novembre, Six Heures pour la Palestine, Evry.**

Témoignages, débats, musique, extraits de film, exposition, stands associatifs, artisanat palestinien, librairie. RV de 15 heures à 23 heures, Maison des Syndicats, place des terrasses de l'Agora, Evry.

**29 novembre, BDS, Mulhouse.**

Rassemblement de soutien aux douze militants poursuivis dans le cadre de la campagne BDS. RV à 8 heures devant le tribunal de Mulhouse.



# À celles et ceux qui luttent et ne lâchent rien

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

Au-delà des grandes journées décidées par l'intersyndicale, des équipes syndicales, des secteurs radicaux significatifs du mouvement social ont poussé pour organiser l'affrontement. [...] Chacun voit bien que pour gagner, pour faire reculer le patronat et le gouvernement et ne pas renégocier leurs réformes, il faut aller plus loin. Il fallait et il faudra la grève générale reconductible. Le mouvement de blocage de l'économie, la grève des raffineries, des transports ou des ports ont montré la force du mouvement social. En nous y mettant toutes et tous, la peur et la crainte de l'avenir peuvent changer de camp et le pouvoir être à genoux. C'est cette voie qu'il faut suivre.  
Destruction des droits sociaux, mensonges, violence, répression, atteinte au droit de grève, déni de démocratie, collusion d'intérêts, la Sarkozie est ultra-nocive et nous sommes des millions et des millions à en avoir vraiment ras-le-bol ! Le renforcement de l'action dans nos lieux de travail par des syndicats combattifs est évidemment à l'ordre du jour.  
Vouloir les virer tous le plus vite possible invite aussi à débattre en termes de programme et de

pouvoir. C'est un débat qui n'est pas confiné aux mouvements politiques existants mais qui intéresse massivement celles et ceux qui sont engagés dans le mouvement.  
Le PS était présent aux manifs – et c'est tant mieux – mais est pris dans une contradiction insoluble. La position du PS ne se différencie pas fondamentalement de celle du pouvoir sur la question des retraites comme le montre par exemple le vote de ses parlementaires pour l'allongement de la durée de cotisation. Entièrement situé dans le cadre de l'économie de marché, le programme du PS est une autre façon de faire payer la crise à la majorité de la population.  
La véritable rupture suppose que la société soit organisée pour satisfaire les besoins sociaux fondamentaux [...] Ces besoins doivent être garantis : santé publique, éducation, logement, protection sociale, droit à un vrai salaire, à l'emploi et mise hors-la-loi des licenciements.  
Cette rupture suppose la mise en œuvre d'un programme anticapitaliste, l'appropriation sociale des grands moyens de production et financiers, la répartition des richesses, la protection des

ressources et la rupture avec les institutions. Le seul gouvernement utile sera un gouvernement appliquant une telle politique, avec des structures de décision politique démocratiques, organisées pour et par la majorité de la population.  
Une telle perspective n'est évidemment pas compatible avec le programme, la stratégie du PS et sa perspective d'alternance gouvernementale de 2012.  
C'est pourquoi le NPA en appelle au regroupement pour construire et imposer l'alternative anticapitaliste. Nous proposons que toutes celles et ceux qui luttent et ne lâchent rien, jeunes, salariéEs, précaires, retraitéEs, chômeurEs, équipes de militantEs radicaux du mouvement social, formations engagées dans la lutte en débattent ensemble pour avancer dans cette voie.  
**Conseil politique national du NPA, le 14 novembre 2010**



## regards



**Benoîte Bureau**  
(THOMAS MITCH)

## DROIT AU LOGEMENT A 20 ANS *La lutte continue !*

*L'association Droit au logement (DAL) a fêté, le 31 octobre, son vingtième anniversaire et le début de la trêve hivernale des expulsions. Benoîte Bureau, militante au DAL, retrace pour nous ces 20 ans de lutte.*

**L'**immense majorité des luttes collectives menées pendant 20 ans ont été gagnantes, grâce à la détermination des familles, notamment des mères de famille toujours en première ligne, et à la solidarité des soutiens. Elles ont permis d'obtenir le relogement en France d'environ 20 000 familles, soit 60 à 80 000 personnes.  
Ces luttes ont permis, en même temps que se gagnait le relogement des familles mobilisées, de faire avancer la cause des mal-logés, tout d'abord en faisant apparaître dans l'espace public la situation des exclus du logement et en légitimant leurs revendications, puis en obligeant les politiques, au niveau local et national, à se pencher sur la question récurrente de leur sort.  
Dans la grande opposition entre droit de propriété et droit au logement, les luttes menées par le DAL ont contribué à faire parfois pencher la balance du côté du droit au logement, celui des plus faibles. Ainsi, l'occupation en 1993 d'un immeuble avenue René-Coty (Paris 14<sup>e</sup>) a permis de faire reconnaître par la justice que les squatteurs étaient dans un « état de nécessité », puis de faire reconnaître par le Conseil constitutionnel que le droit au logement, même s'il ne figurait pas au même titre que le droit de propriété dans la Constitution, n'en était pas moins un « objectif à valeur constitutionnelle ». Cette reconnaissance juridique ainsi que les très nombreuses actions de mal-logés (occupations d'immeubles vides, campements, occupations d'administrations, manifestations, etc.) ont entraîné une évolution considérable des pratiques et des politiques publiques. La pratique de reloger les squatteurs avant l'expulsion est devenue courante (même si on observe un net recul sur cette question depuis 2005), le droit au relogement des occupants d'habitations insalubres ou en péril a été reconnu dans la loi SRU (Solidarité et renouvellement urbain, 2000), les expulsions sans l'autorisation du préfet ont été interdites (1998), la loi de réquisition a été appliquée à plusieurs reprises depuis 1994 (par l'État selon la procédure de l'ordonnance de 1945 et par les maires), une alternative à l'hébergement hôtelier a été développée par la Ville de Paris et par l'État (2007), les procédures d'attribution de HLM ont été modifiées (création d'un numéro départemental unique en 1998, prise en compte de l'ancienneté de la demande, création des premières commissions de médiation, etc.). C'est ce dispositif de commissions de médiation qui inspira la procédure de la loi sur le droit au logement opposable (Dalo) votée en 2007. D'autres avancées, obtenues grâce à l'articulation entre la mobilisation des familles et des revendications législatives, ont ainsi permis de faire progresser le droit des plus précaires.  
Mais, incontestablement, face à la flambée spéculative soutenue par les politiques actuelles



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/DR)

de logement et à la grande régression des acquis sociaux aujourd'hui à l'œuvre, les droits des locataires et des habitants en général sont menacés, aussi bien dans le parc privé que dans le parc social. La cherté du logement fait que les ménages modestes ont de plus en plus de mal à se loger (entre 2000 et 2010, le prix des logements a augmenté de 107 % et les loyers à la relocation ont bondi de 90 %, alors que le coût de la vie a augmenté de 20 %), les expulsions augmentent (entre 2000 et 2009, les expulsions avec le concours de la force publique ont plus que doublé, pour atteindre le chiffre de 10 597 par an) et le gouvernement traîne les pieds pour appliquer la loi Dalo. Ainsi, le nombre de demandeurs Dalo prioritaires et en attente de logement par l'État gonfle d'année en année, au point d'avoir doublé entre 2009 et 2010 en Île-de-France. Le gouvernement préfère laisser 2,2 millions de logements vides, plutôt que de réquisitionner. Il préfère démolir des logements sociaux qui restent vacants parfois plus de dix ans, ou laisser les préfets expulser des familles entières de leur logement et réduire les fonds destinés à l'hébergement alternatif plutôt que de respecter ses obligations.  
Ce sont donc des mobilisations de grande ampleur qui sont désormais nécessaires. Droit au logement est déterminé à combattre pour l'application de la loi Dalo et de la loi de réquisition et lancera des actions dans ce sens dans les prochaines semaines.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

# La casse sociale va continuer !

Le « nouveau » gouvernement ressemble encore davantage à un énorme bras d'honneur adressé aux classes populaires et aux contestataires.

La farce du « remaniement ministériel » est donc terminée et la prétendue compétition entre Fillon et Borloo avec elle. Tout ça pour ça, serions-nous tentés de dire, si cette mascarade surmédiatisée ne préfigurait une volonté de continuer, voire d'accélérer la politique de contre-réformes déjà largement mise en œuvre par les deux précédents gouvernements Fillon. Cette fuite en avant délibérée, assumée, quelques jours à peine après la dislocation des plus grandes manifestations populaires des quinze dernières années, est une déclaration de guerre au mouvement social. Le retour aux affaires d'Alain Juppé en est le pire symbole : défait par la rue en 1995, haï alors par une opinion publique qui l'avait chassé de Matignon. L'ancien Premier ministre de Chirac, toujours « droit dans ses bottes », rejoint aujourd'hui la garde rapprochée de Sarkozy. Symbole encore, le départ des ministres et secrétaires d'État prétendument « d'ouverture » Kouchner et Amara, et la nouvelle nomination pour bons et loyaux services du transfuge du PS Éric Besson, aujourd'hui inscrit à l'UMP. Symbole toujours, l'arrivée significative de l'ultra-droite de l'UMP (Mariani, Lellouche et Lefebvre) tous trois parfaitement compatibles avec les positions du Front national.

Se voulant metteur en scène de sa réélection en 2012, Sarkozy, loin de lâcher son fidèle Borloo, entend dès aujourd'hui faire jouer à ce dernier un nouveau rôle dans son théâtre de marionnettes, celui de fédérateur d'une expression « autonome » des centristes (également convoités par les partisans de Ségolène Royal). Plus fiable et moins ambitieux qu'un François Bayrou, sa



Droits dans leurs bottes, Sarkozy et Fillon se préparent à affronter la population. (REUTERS/POOL NEW)

prétendue image d'ouverture au dialogue social pourrait constituer un réservoir de voix pour le second tour du scrutin présidentiel.

Toutes ces nominations provocatrices et ces petits calculs électoralistes ne doivent pas nous faire perdre de vue que les seuls, les vrais critères retenus dans les choix qui sont opérés ne relèvent pas de Sarkozy, ou de quelques-uns de ses conseillers. Ce sont les agences de notations, les grands actionnaires des entreprises du CAC 40 et leurs aréopages d'experts financiers qui décident de tout. Il suffit de voir la réaction de Laurence Parisot à l'annonce du remaniement pour en être convaincu : « Le gouvernement qui a démissionné hier soir a conduit des réformes majeures qui vont nous aider dans la sortie de crise » Fillon ? « Un homme d'une

grande rigueur ». Elle aurait pu en dire tout autant d'un Dominique Strauss-Khan rendant hommage à la ministre de l'Économie et des Finances Christine Lagarde « qui représente bien les intérêts de la France ».

## Un gouvernement illégitime

Ce gouvernement « de combat » est affaibli avant même d'avoir pris ses fonctions. Délégitimé par la vague de fond du mouvement de rejet de la contre-réforme des retraites, il n'a d'autres perspectives pour faire payer la crise globale du système que d'affronter la classe ouvrière et les masses populaires. Il n'y aura pas de pause dans les contre-réformes d'ici 2012. L'épisode des retraites sera suivi bientôt par la remise en cause par le patronat du financement des retraites complémentaires, l'accélération de la casse du système

de santé et de la protection sociale. La chasse aux sans-papiers va continuer, avec ou sans ministère de l'Identité nationale, et le FN en embuscade continuera, sans qu'il n'ait besoin de trop parler, à se renforcer.

Il est de notre responsabilité collective qu'il en soit autrement. Le formidable potentiel exprimé pendant les mobilisations massives des dernières semaines démontre que rien n'est joué. Attendre l'échéance présidentielle de 2012, l'arme au pied, serait faire un cadeau au patronat et à l'extrême droite. Nous n'avons rien à attendre des échéances institutionnelles.

Alain Pojolat



Par Sandra Demarcq

## Les temps sont durs !

On nous le répète assez comme cela sur tous les tons et sur toutes les ondes : c'est la crise !

Pour le patronat et le gouvernement il faut que nous fassions des efforts sur nos salaires, nos emplois, nos conditions de travail et nos retraites.

Les temps sont durs pour tout le monde et même pour les sociétés du CAC40 qui n'ont engrangé que 41,5 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2010, soit une hausse de 87% sur un an.

Et ceux qui criaient à la quasi-faillite il y a à peine un an s'en tirent le mieux puisque BNP-Paribas est à la deuxième place des entreprises qui voient leurs profits exploser. Mieux encore, ces groupes ont dans leurs caisses environ 146 milliards d'euros de trésorerie pour mieux remplir les poches de leurs actionnaires.

Pour arriver à de tels résultats, ces entreprises ont supprimé près de 40000 emplois en cinq ans.

Et, cerise sur la gâteau, en 2009, les sociétés françaises ont obtenu 172 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales et de cadeaux fiscaux.

Alors, au moment où le gouvernement vient de promulguer sa loi injuste sur les retraites avec comme principal argument le déficit de 10 milliards d'euros du régime général, comment ne pas penser que pour préserver notre système par répartition, entre autres, nous devons prendre sur ces bénéficiaires pour profiter tous et toutes de nos retraites. Leur crise économique est toujours là.

Le patronat et le gouvernement ont comme projet de continuer à nous en faire payer durement la facture. Et pour continuer à s'enrichir, ils aggraveront encore plus l'exploitation en réduisant les salaires, en supprimant des emplois, en détériorant encore plus nos conditions de travail.

Face à cela, le mouvement ouvrier, la gauche sociale et politique doivent comprendre l'ampleur de leurs projets et, sans attendre 2012, doivent reconduire les résistances.

## leur monde...

**Les députés se sacrifient...** Les députés bénéficient d'un système de retraites spécifique qui n'est pas aligné sur celui du régime général des salariés. Mais après le vote par la majorité d'entre eux d'une loi remettant profondément en cause les acquis des salariés en matière de retraite, ils se devaient de faire un effort. Un projet de nouveau statut a donc été voté à l'unanimité par les membres du Bureau de l'Assemblée, moins la voix du député vert François de Rugy. Mais l'effort est quand même limité. Le régime autonome maintient certaines dispositions très avantageuses qui étaient obligatoires et deviennent facultatives. Elles autorisent le versement d'une double cotisation pendant dix ans, ce qui permet de réduire considérablement la durée de cotisation nécessaire pour avoir une retraite à taux plein. Pour le président UMP de

l'Assemblée, Bernard Accoyer, il s'agit de « compenser partiellement les difficultés éventuelles pour trouver un emploi à la fin d'un mandat ». Les salariés, en particulier les femmes, qui auront des retraites repoussées et rabotées du fait de leurs carrières entrecoupées de chômage et d'emplois précaires n'ont pas droit à autant d'égards...

### Une mauvaise odeur d'épidémie raciste.

Un prix Goncourt pour un islamophobe et raciste affirmé, une circulaire ministérielle qui stigmatise une population, un ministre, toujours ministre, condamné pour propos racistes... Pays des droits de l'homme, la France ? Le fut-elle un jour, ce qui est discutable, les dérives racistes d'aujourd'hui font froid dans le dos. À laisser faire, demain nous aurons Le Pen ou sa

descendance comme « guide suprême ». Blanc, black, beur ou jaune, nous sommes une seule humanité. La seule division entre les êtres humains est celle entre les privilégiés fortunés et l'immense majorité des peuples qui subit le joug du capitalisme.

**Nos fantasmes selon Fillon.** Au mois d'octobre, l'ancien Premier ministre, François Fillon, a remonté les bretelles de l'ancien ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, pour lui indiquer qu'il était dans l'illégalité lorsqu'il faisait procéder à la saisie des factures de téléphone détaillées d'un conseiller de la garde des Sceaux, Michèle Alliot-Marie. Hortefeux pensait pourtant que fliquer les journalistes qui enquêtent sur les liens entre Woerth et Bettencourt faisait partie de la « défense des intérêts nationaux ». Fillon a classé

« confidentiel défense » sa lettre de remontrance et, au même moment, expliquait devant les députés que les inquiétudes sur le respect des libertés publiques « ne sont que des fantasmes ». Heureusement, tout cela est du passé. Le nouveau Premier ministre et le nouveau ministre de l'Intérieur ont sûrement bien changé...

Partagez vos analyses, vos indignations, en adressant vos articles et vos témoignages par mail : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) ou par courrier : **Rédaction Tout est à nous !**  
2, rue Richard-Lenoir  
93100 Montreuil

## Un nouveau parti écolo?

C'est Cécile Duflot qui le dit : « Dès ce jour, il n'y aura plus ni Verts ni non-Verts, nous sommes tous, à égalité, des militants et des militantes du nouveau mouvement d'Europe Écologie ». Sans doute est-il un peu tôt pour savoir si les assises constitutives réunies samedi dernier à Lyon marquent une simple métamorphose des Verts ou la naissance d'un parti politique écologiste réellement nouveau ?

À coup sûr, il s'agit d'une étape marquante dans un processus de regroupement de différentes sensibilités de l'écologie politique réformatrice. Processus entamé en 2009 et qui, jusqu'à présent, était essentiellement un processus électoral aux allures de success story... au moins provisoire. En effet, lors des élections européennes de juin 2009, les listes écologistes incluant de nombreuses personnalités associatives

n'appartenant pas aux Verts avaient atteint plus de 16% des voix, talonnant le PS. Mais, surtout, cet essai a été transformé lors des élections régionales de mars 2010, où les listes communes Europe Écologie/Verts ont recueilli en moyenne 12% des suffrages. Autant de réussites électorales qui auront eu raison assez facilement des réticences de départ de certains responsables politiques Verts qui craignaient de troquer l'existence de leur parti pour le projet aléatoire d'une nouvelle formation dont, en plus, ils n'auraient été que l'une des composantes. Ces craintes étaient avivées par le fait que Daniel Cohn-Bendit, l'un des promoteurs initiaux du projet, ne faisait pas mystère de sa volonté de profiter de l'opération pour liquider les Verts, coupables à ses yeux d'être beaucoup trop à gauche ! Un procès qui a d'ailleurs rebondi

pendant la mobilisation contre les retraites : alors que les Verts – comme, d'ailleurs les porte-parole d'Europe Écologie, à commencer par Eva Joly – s'étaient prononcés pour le maintien de la retraite à 60 ans, Cohn-Bendit ironisait : « On ne va pas me dire que le marqueur gauche-droite, c'est 60-62 ans. C'est complètement débile ». Finalement, le vote des adhérents Verts a très largement ratifié la proposition de nouveau parti : 85% pour, 10% contre et 5% d'abstentions. Pour autant, les limites et les contradictions essentielles qui étaient celles des Verts seront tout autant celles de la formation unifiée, aussi bien sur le terrain du projet de société que sur celui de la stratégie. Ce courant politique juxtapose un diagnostic lucide sur l'accumulation des catastrophes écologiques et la responsabilité du capitalisme et du productivisme avec des

propositions totalement corsetées par l'incapacité à penser un autre système socio-économique. Et, donc, des propositions étriquées, sans commune mesure avec les défis posés. Quant à la stratégie politique, elle affirme tout à la fois une revendication d'autonomie vis-à-vis du PS et la nécessité de « contrats de partenariat » avec la gauche social-libérale pour participer à l'exercice du pouvoir. Quitte à rallier des gouvernements sociaux-démocrates à la politique aussi peu sociale qu'écologiste...

François Coustal

## CONGRÈS DU PG Matière à débat

Nous sommes au coude à coude avec les militantEs du Parti de gauche (PG) sur le terrain des mobilisations contre le gouvernement et sa politique, dans des combats communs qu'il nous faut poursuivre et amplifier. Mais c'est le programme et la stratégie que nous souhaitons aborder ici.

À quelques jours du congrès du PG, le livre de Jean-Luc Mélenchon *Qu'ils s'en aillent tous!* fait un tabac en librairie et les sondages lui sourient. Certes, le PG est loin du PCF en termes de forces militantes, mais il a réussi à renouveler un espoir qui paraissait bien mal en point dans un réformisme radical. Les textes préparatoires au Congrès en attestent. Il s'agit de rompre avec les politiques de soumission au libéralisme menées par la social-démocratie européenne et de retrouver le souffle de véritables réformes de structures. Pour l'essentiel, le cadre de la réflexion est celui du programme du Conseil national de la Résistance. S'y ajoute une réelle réflexion écosocialiste, qui s'écarte des choix du capitalisme vert, notamment en ce qui concerne la critique du productivisme et de l'énergie nucléaire.

Il y a donc, sur le terrain programmatique, matière à convergences sur certains points, à débat sur l'ensemble.

Citons les points sur lesquels portent l'essentiel du débat politique entre NPA et PG.

La référence constante à la République, même tempérée par l'adjectif « sociale », à la « patrie républicaine », alors que cette construction en France est marquée par la collaboration de classes, l'héritage colonial, le nationalisme et la démocratie libérale, renvoie à une solide divergence. Ensuite, le contenu du programme lui-même, pour lequel le niveau de radicalité de la rupture envisagée paraît parfois trop timide. Ainsi, alors que la socialisation du crédit, avec un monopole public, à l'échelle européenne si possible, apparaît au NPA comme un minimum pour casser la spéculation et donner les outils du contrôle social sur l'économie, le PG reste à mi-chemin. Troisièmement, la révérence envers les processus institutionnels se traduit au PG par la défense d'une coupure entre le social et le « politique » (résumé en fait aux élections), mise en pratique lors du mouvement de défense de la retraite. La « révolution citoyenne » revendiquée par le PG, traduction française de certains processus en Amérique latine, apparaît alors bien pâle. D'ailleurs, on peut interroger le sens de cette référence quand on voit le PG soutenir le social-libéralisme du PT brésilien.

Mais c'est le niveau des choix stratégiques immédiats qui constitue le principal obstacle sur le chemin de ce jeune parti : le PG défend la nécessité de l'alliance avec le PS combinée avec la possibilité de changer le centre de gravité d'une telle alliance en même temps que le PS lui-même. L'idée étant que l'unité du Front de gauche (élargi par exemple au NPA) permettrait de « jouer la gagne », et d'imposer de telles évolutions dans un meilleur rapport de forces. Cette hypothèse est pourtant inconcevable dans les conditions actuelles. La vraie question est donc : le PG ira-t-il dans une telle coalition en position subordonnée ? Beaucoup de sympathisantEs et de militantEs du PG donneraient sans doute une réponse négative. Le Congrès du PG ne lèvera peut-être pas cette ambiguïté, mais les échéances se rapprochent.

Ingrid Hayes, Frédéric Borrás

## REUNION DES 20 PAYS LES PLUS RICHES DU MONDE



SOMMET DU G20

## « Cessez de faire payer la crise aux peuples »

La mascarade des sommets du G20 et du G8 rencontre de plus en plus de contestation sociale dans le monde entier.

Les 11 et 12 novembre se sont rassemblés à Séoul les représentants des pays les plus riches et des pays émergents<sup>1</sup>, 20 pays qui génèrent à eux seuls plus de 90% de la richesse mondiale. Les Français avaient leurs poids lourds : Dominique Strauss-Kahn y était pour le FMI et Laurence Parisot accompagnait Sarkozy dans son tout nouvel avion présidentiel. Des désaccords entre les puissants de ce monde se sont exprimés sur à peu près tous les sujets de l'agenda du G20 et les tensions ont été telles que le sommet a accouché d'une déclaration d'intentions minimaliste qui n'est même pas un compromis. La guerre des monnaies s'intensifie, la récente dévaluation du dollar par l'injection massive de billets verts dans l'économie et la sous-évaluation du yuan chinois dopent les exportations des États-Unis et de la Chine mais menacent, selon les autres pays, l'économie mondiale et risquent d'intensifier la crise financière et géopolitique.

Il serait cependant un peu hâtif de se féliciter de ces divisions qui remettent à plus tard la coopération économique notamment la réforme annoncée du système monétaire mondial car, sur le terrain social, il y a accord ! Les politiques néolibérales menées par tous les pays du G20 s'accordent sur la remise en cause globale des conquêtes sociales. Sarkozy a pris la présidence du G20 à Séoul et il prendra celle du G8 à partir de janvier. Des sommets officiels vont se dérouler tout au long de l'année 2011 sur le territoire français, qui connaît un des plus grands mouvements sociaux depuis le début de la crise, où le pouvoir est massivement défié et rejeté par la population. Sarkozy ne veut pas parler de « crise » lors des prochains sommets du G8 et du G20. Il souhaite en terminer avec les mobilisations avant les présidentielles de 2012. Eh bien défions-le, lui et les puissants de ce monde. À chaque rendez-vous officiel des G8/G20, des sommets alternatifs précédés de

manifestations sont organisés. À Séoul, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées à l'initiative d'ONG et du syndicat KCTU (seconde centrale coréenne) derrière les slogans « cessez de faire payer la crise aux peuples » et « stop G20 ». Un hallucinant dispositif policier a été déployé pour contenir les contestataires et de nombreux membres d'ONG étrangères ont été interdits d'entrée sur le territoire. Les puissants se protègent car les résistances s'intensifient en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Europe. L'enjeu de la contestation altermondialiste est d'unifier les luttes de résistance à l'échelle mondiale et d'amener sur le terrain social la réflexion sur les réponses à apporter à la crise et les alternatives de société. Le NPA participe aux réunions du collectif unitaire national qui s'est mis en place pour organiser les prochains contre-sommets de juin 2011 à Deauville pour le G8 et de novembre 2011 à Cannes pour le G20 : des villes « casino » ont été

choisies pour les sommets officiels, symboles du règne de l'argent et de la finance ! Les expériences de désobéissance du mouvement altermondialiste et écologiste (train de déchets radioactifs) peuvent faire écho aux blocages organisés par des milliers de salariés, de jeunes et d'équipes syndicales cet automne en France. Mettons-nous à rêver... En juin 2011, Deauville et les aéroports français bloqués... En novembre 2011, des centaines de milliers de manifestants à Cannes et un pays bloqué...

Flavia Verri

1. Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie, Union européenne. Outre ces membres, sont invités l'Espagne et les Pays-Bas, ainsi que deux organisations internationales : la Banque mondiale et le FMI.

**LE PATRIMOINE D'ALI BONGO PUE**



**-FAUJOUR-**

**Les biens mal acquis sur la sellette**

AFRIQUE. Grâce à un arrêt de la Cour de cassation, l'enquête sur les biens de dirigeants africains peut être relancée.

Voilà une décision de justice qui soulève autant d'espoir du côté des peuples que d'appréhension pour les dirigeants d'Afrique et de France. Dans son arrêt du 9 novembre, la chambre criminelle de la Cour de cassation estime en effet recevable la plainte contre les chefs d'État du Gabon, de Guinée équatoriale et du Congo (ex-Brazzaville) concernant les conditions d'acquisition de leur patrimoine. Ce n'est pas faute, pour le Parquet représentant l'État français, d'avoir essayé de bloquer cette affaire. Une première plainte de la Fédération de la diaspora congolaise et des associations Sherpa et Survie a été déposée en 2007. Malgré des faits probants établis par l'enquête policière, le Parquet a alors considéré que l'infraction n'était pas suffisamment caractérisée. Une seconde plainte, en 2008, a été de nouveau déposée par Transparency International. Elle a ouvert une faille, puisque la doyenne des juges d'instruction au pôle financier du tribunal de grande instance (TGI) de Paris l'a acceptée. Cette décision a été contestée par la Chambre d'instruction de la Cour d'appel de Paris. C'est cet arrêt qui vient d'être cassé. Ainsi, un juge d'instruction va être nommé pour diligenter une enquête sur

la façon dont les chefs d'État et leurs proches ont pu acquérir leurs patrimoines. Les premières enquêtes révèlent pour la famille Bongo (Gabon) 39 propriétés, 70 comptes bancaires et un parc automobile d'au moins neuf véhicules d'une valeur avoisinant un million et demi d'euros. Le congolais Denis Sassou Nguesso possède dix-huit propriétés et 112 comptes bancaires. Enfin, Teodoro Nguema Obiang (Guinée équatoriale) a un parc automobile d'un montant total estimé à plus de 4 millions d'euros. L'intérêt de cette enquête sera aussi de mettre à nu les mécanismes d'acquisition de ces biens, de préciser le rôle des banques occidentales qui ont fermé les yeux sur les origines des fonds déposés en infraction aux lois contre le blanchiment d'argent sale. Elle devrait permettre de pointer les responsabilités des grandes multinationales - notamment françaises -, sources corruptrices pour bénéficier de contrats juteux, et d'identifier les bénéficiaires des largesses des dirigeants africains contribuant à financer les principaux partis politiques en France. Ces biens mal acquis sont un scandale au regard de la situation sociale et sanitaire que vivent les populations. À titre d'exemple, le Congo est classé 126<sup>e</sup> sur 177 selon l'indice de développement du

Programme des Nations-unies pour le développement (Pnud). Ces biens ne sont cependant que la partie visible de l'iceberg des relations entre les grandes firmes capitalistes et les dirigeants des pays africains. En effet, en échange d'un financement occulte, les chefs d'État africains s'engagent à laisser piller les richesses minières de leur pays. Ils acceptent de ne développer aucune industrie de transformation qui pourrait concurrencer d'une manière ou d'une autre les entreprises européennes. Ils s'engagent aussi à fermer les yeux sur les évasions fiscales des capitaux des pays africains vers les métropoles occidentales. L'organisation internationale Global financial integrity a ainsi calculé qu'en 40 ans plus de 854 milliards de dollars ont été transférés illicitement d'Afrique. Autant de sommes perdues pour le développement des infrastructures, des écoles et des hôpitaux. Si l'enquête sur les biens mal acquis doit être l'occasion d'exiger que l'ensemble du patrimoine de ces dictateurs soit reversé dans des programmes sociaux au bénéfice des populations, elle doit aussi permettre une dénonciation sans concession de la politique des entreprises françaises en Afrique.

**Paul Martial**

**Le colonialisme se poursuit**

ISRAËL-PALESTINE. L'État sioniste poursuit sa colonisation des territoires palestiniens sous l'œil complice des grandes puissances.

Au moment où le Premier ministre Nétanyahou est à New York pour parler du «processus de paix», son gouvernement sioniste a annoncé la construction de 1 300 logements à Har Homa, colonie située entre Bethléem et Jérusalem et de 800 logements à Ariel, colonie au nord de la Cisjordanie. Les États-Unis, l'Europe et la Russie se disent seulement «préoccupés». L'autorité palestinienne a lancé un appel aux dirigeants des grandes puissances internationales: «Si en construisant des colonies Israël veut boycotter la création d'un État palestinien souverain, le monde doit lui répondre en reconnaissant l'État palestinien dans ses frontières de 1967, avec Jérusalem comme capitale». Elle feint de découvrir le véritable projet sioniste et d'ignorer la complicité des impérialistes depuis 62 ans avec le projet du grand Israël. L'État sioniste ne veut pas de réel État palestinien sur l'espace de la Palestine mandataire. Quelles que soient les exactions commises par Israël depuis 1948, la non-application du droit international, la mascarade des plans de «paix» et de discussions qui se traduisent irrémédiablement par le vol de la terre, l'expulsion des Palestiniens et la réduction drastique de l'espace d'un hypothétique État palestinien, la communauté internationale ne prend aucune mesure contraignante envers l'État sioniste, ne serait-ce que pour faire appliquer ses propres résolutions. Pourtant, l'Autorité palestinienne s'arc-boute sur la chimère d'un «processus de paix» conduit par les États-Unis avec l'appui de l'Union européenne et la complicité passive des États arabes. Les rencontres au sein du FMI, dont est issu le Premier ministre palestinien Salam Fayyad, les séminaires auxquels participent les «investisseurs» palestiniens et les échanges «économiques» pour traiter de ce qui produit et produira de confortable bénéfices, engendrent des relations d'intérêt voire d'amitié. Ces relations affairistes sont bien loin des préoccupations de la population palestinienne qui ne veut que l'application de ses droits et la reconnaissance et la réparation de l'injustice subie. Ce sont les seules revendications populaires palestiniennes à Gaza, en Cisjordanie ou parmi la diaspora. Il appartient aux peuples d'agir massivement contre Israël. Depuis 2005, la société civile palestinienne appelle les peuples du monde à boycotter Israël, à désinvestir son économie, à sanctionner politiquement l'État colonialiste. C'est aujourd'hui le moyen central et stratégique pour soutenir le peuple palestinien. Cela passe par le refus de toute commercialisation des produits israéliens et le refus de toute activité sportive ou culturelle avec les institutions israéliennes. Il faut exercer une pression constante et massive sur toutes les institutions françaises pour qu'elles cessent leurs coopérations de toutes natures avec les institutions israéliennes. C'est l'engagement des militantEs du NPA.

**Commission Moyen-Orient Palestine du NPA**

**GRANDE-BRETAGNE L'histoire nous mord la nuque**

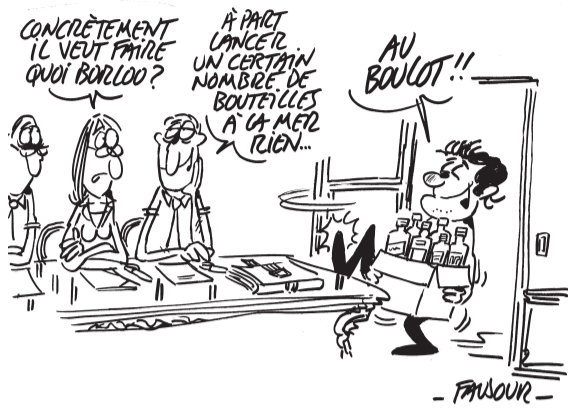
À Londres, le mercredi 10 novembre, tout a changé. Confrontés à des coupes budgétaires de 95 milliards d'euros dans le secteur public, avec des projets de doubler ou tripler les droits d'entrée à l'université, 50 000 étudiants et travailleurs des universités ont brisé le mythe selon lequel l'austérité est inévitable. Des milliers d'entre eux ont assiégé le siège du Parti conservateur dans l'immeuble de Millbank, en humiliant la police. L'establishment est scandalisé et a essayé d'imposer une version des événements: «Des militants de groupes d'extrême gauche ont poussé un mélange d'étudiants de la classe moyenne et d'élèves et lycéens plus jeunes à la frénésie» hurlait un article à la une du journal de droite The Daily Mail. Les dirigeants du syndicat étudiant NUS et du syndicat enseignant UCU ont fait écho à la condamnation par l'establishment d'une «minuscule minorité» qui a «détourné» la manifestation. La réalité était bien différente. Cette manifestation de défiance,

confiante en ses forces, pleine de vie, a exprimé le sentiment que les coupes du gouvernement sont illégitimes et n'ont pas de mandat démocratique. Les manifestants de Londres partageaient donc une colère profonde avec les millions de manifestants en France ces dernières semaines. Les manifestants ont également trouvé de nombreuses manières d'exprimer leur rage. Beaucoup manifestaient pour la première fois. Des milliers d'entre eux tenaient des pancartes ou scandaient des slogans qui exprimaient un humour, une colère et un mépris brutal et sans compromis pour les ministres: «Robert Mugabe ne me ferait pas payer pour la fac», «David Cameron, fous le camp et retourne à Eton», «Les seules coupes que nous voulons voir, ce sont les Conservateurs à la guillotine», etc. Ce fut une célébration insolente de la furie populaire envers l'arrogance et l'hypocrisie de la coalition libéraux-conservateurs. Le slogan «No ifs, no buts, no education cuts» («Pas de "si", pas de "mais", pas de réduction dans l'éducation») fut repris par les

milliers de manifestants qui se sont réunis à Millbank où ils sont restés pendant plusieurs heures, applaudissant l'invasion de l'immeuble. L'occupation faisait partie de l'atmosphère de la manifestation, et n'avait de sens que dans le contexte d'une colère légitime qui n'a pas de voix dans l'arène politique dominante. Le 10 novembre marque l'entrée de la Grande-Bretagne dans un cycle de protestation qui a commencé à Athènes. La tradition radicale de désobéissance civile incarnée par les Chartistes, les Suffragettes, et les manifestants contre la Poll Tax s'est dressée à nouveau et a rugé son message dans les rues de Londres: la contre-offensive a commencé. Ce message doit à présent retentir dans toutes les facs et tous les lieux de travail jusqu'à ce que la direction du mouvement ouvrier et syndical sorte de son conservatisme. De nouvelles manifestations sont prévues pour le 24 novembre.

**Jim Wolfreys**

# L'autre Grenelle



## L'avenir de la pêche ne passe pas par le libéralisme

L'avenir de la pêche pose question et le secteur est dans une période de crise, de mutations et de bouleversements considérables. Ce n'est cependant qu'un aspect des mutations globales de notre société, sa culture, ses modes de consommation, ses rapports à la nature...

### Une crise aux aspects multiples mais pas toujours catastrophique

Si la crise est réelle et évidente, il faut se méfier des prédictions catastrophistes, comme celle selon laquelle les poissons auront disparu en 2048. Elles alertent certes l'opinion mais ouvrent aussi la voie à des politiques dont le point commun est de considérer les pêcheurs comme incapables de gérer les ressources. La crise globale des ressources existe mais elle ne touche pas l'ensemble des stocks et des zones. La notion de surexploitation est sujette à diverses interprétations. Un stock surexploité n'est pas nécessairement menacé de disparition, et peut être en voie de rétablissement. Certaines restaurations comme celle de la morue prennent beaucoup de temps, et des mesures strictes pour le thon rouge permettent de percevoir rapidement des signes d'amélioration. Derrière ces discours, il faut donc décrypter la diversité des situations, sous peine d'entretenir inutilement le désespoir. La crise de la ressource est liée à un sur-investissement qui a atteint son apogée au moment où tous les pays ont pris le contrôle de leur zone économique exclusive (ZEE) et ont cru qu'ils pouvaient ainsi développer leur flotte de pêche. Ce pic est aujourd'hui passé, même si certains secteurs (thon rouge) restent à assainir. L'essor des technologies permet de développer l'efficacité de la pêche. Il faut en maîtriser des conséquences.

Mais il y a aussi une crise des modes de gestion et des approches scientifiques de cette gestion. Beaucoup de scientifiques défendent une gestion par les quotas individuels transférables<sup>1</sup> (QIT) alors que d'autres les remettent en cause, même pour des stocks apparemment simples comme la morue, parce qu'ils ne permettent pas d'intégrer la variabilité naturelle ni les interactions entre espèces. Même l'idée de gérer par la protection de juvéniles est contestée. La crise est aussi liée à la transformation de l'environnement littoral par la pollution et les divers aménagements. Les cas de la baie de Seine et de celle du Mor-Bras, au large de l'estuaire de la Vilaine, sont connus. Au débouché des fleuves et dans de nombreuses zones côtières, les zones d'anoxie ou d'hypoxie (déficit en oxygène) sont généralisées (30% de la Baltique). Peut-on le reprocher aux pêcheurs? Sont-ils indemnisés pour ces pertes? Ces questions sont vitales pour les pêcheurs car la mer est la nouvelle frontière à exploiter pour les énergies, les matériaux, les métaux, et ils représentent peu de poids face à ces multiples menaces sur leurs ressources.

La crise touche aussi le modèle de commercialisation dominé par les grandes surfaces et les industries de transformation. Les réponses passent également par une remise en cause de leurs pratiques quand le merlu part à la farine et le hoki à la cantine...

### Les réponses dominantes

La plupart des réponses sont basées sur la restauration des écosystèmes et des stocks et la réduction de l'effort de pêche. Tout

cela est nécessaire mais encore faut-il savoir jusqu'où et comment. En Europe, on entend qu'il faut encore diviser par deux ou trois l'effort de pêche, alors que la puissance a été réduite de plus de 30% et le nombre de bateaux de moitié. Il faudrait donc réduire la flotte à 20 ou 25% de son niveau initial! Deux moyens principaux sont proposés pour y arriver. Les QIT et les aires maritimes protégées (AMP).

Les QIT, c'est la solution miracle pour la Commission européenne et la majorité des scientifiques. Les droits de pêche sont privatisés et le secteur finance lui-même sa restructuration. On voit où cela mène. Les industriels espagnols frétilent déjà à l'idée d'accaparer ces droits et la rente qui devrait les financer. Mais on sait aussi que la pression sur la ressource et sur les revenus des marins servira à rembourser l'achat des QIT. Ce choix correspond aux aspirations libérales de la Commission.

La seconde méthode consiste à développer des AMP, censées répondre au souci de préservation de la biodiversité et contribuer à la restauration des stocks. Les ONG environnementalistes veulent ainsi placer sous cloche 40% des océans et donc mettre la pêche sous tutelle. Désormais, c'est la Convention sur la biodiversité<sup>2</sup> qui pilote la politique des pêches, à Nagoya et ailleurs, sans que les pêcheurs y soient représentés. Là encore, si des réserves intégrales se justifient du point de vue de la biodiversité, rien ne garantit que leur généralisation favorisera les ressources. Les AMP engendreront des déplacements de population et la pression sera plus forte sur les zones non protégées. On constate déjà ces phénomènes. La pression environnementaliste, justifiée par l'urgence, mène à des phénomènes de sous-pêche dans les pays qui généralisent ces politiques, comme l'Australie, fière de ses réserves et de ses QIT. Ce pays pêche moins de 200 000 tonnes et réduit encore sa pêche, ce qui entraîne des importations croissantes des pêcheries asiatiques surexploitées. Un droit environnemental est en train de s'imposer dans la pêche alors même que les pêcheurs ne disposent pas de garanties sur leurs droits au travail et aux ressources.

### Quelles réponses alternatives?

Les alternatives aux approches libérales de la gestion des pêches existent et les pêcheurs bretons ont déjà montré qu'elles fonctionnent et peuvent évoluer pour répondre aux nouvelles exigences de la société.

En 2009, l'Américaine Elinor Ostrom<sup>3</sup>, prix Nobel d'économie en 2009, montre qu'il est possible de mettre en place une gestion commune des biens communs, en s'appuyant en particulier sur l'analyse de plusieurs pêcheries. Elle détaille les conditions permettant de réussir et de durer. Les responsabilités et les devoirs des pêcheurs pour la gestion de biens communs comme les ressources de poissons s'appuient sur des droits collectifs sur un territoire ou une pêcherie donnée. Cette approche est actuellement mise en œuvre au Chili avec les pêcheurs artisans. La gestion fine, adaptative des ressources se fait en lien étroit avec des scientifiques. Au Sénégal, des pêcheurs réclament la mise en place d'AMP communautaires car celles que les ONG ont établies sont inefficaces. C'est aussi sur cette base que les pêcheurs brésiliens ont créé des réserves extractives où ils assurent la préservation de la biodiversité et la gestion de la pêche. Les pêcheurs montrent qu'ils sont capables d'assurer à la fois la gestion des



(PHOTO THÈQUE ROUGE/ESTEBAN)

ressources et la préservation de la biodiversité alors que les politiques d'exclusion des réserves les condamnent à la misère et donc à la violation des réserves.

Cependant, la gestion des pêches ne peut se contenter d'une cogestion pêcheurs-États-scientifiques. L'ensemble de la société est concerné et il faut donc de la transparence si on ne veut pas subir la manipulation des slogans et des images. Il faut associer les ONG, à la condition qu'elles n'arrivent pas avec leurs diktats et leurs fausses certitudes mais s'intègrent à des démarches collectives. Les consommateurs doivent aussi prendre conscience de la nécessité de privilégier le poisson de leurs ports. Il n'est pas normal de voir nos étals envahis de produits d'élevage alors que nous disposons sur place de ressources de qualité qui ont parfois du mal à trouver preneur. Il est nécessaire de reconstruire des liens entre pêcheurs et consommateurs. Aux États-Unis, plusieurs ports ont retrouvé du dynamisme et de meilleurs prix en s'appuyant, pour une partie de leurs ventes, sur des réseaux de restaurants et de consommateurs. Des ONG les appuient et ont oublié leurs principes « antichaluts » en travaillant auprès de pêcheurs recherchant la sélectivité. Ces collaborations ont redonné espoir aux pêcheurs et relancé des infrastructures. Les pêcheurs ont demandé à prendre leur destin en main par la gestion des ressources et une meilleure maîtrise des marchés; ils ont ainsi réussi à sortir de 20 ans de resserrement continu des contraintes au nom d'un futur radieux qui ne cesse de s'éloigner. Ils peuvent gagner leur vie en montrant qu'ils sont capables de gérer. Tous les pêcheurs savent qu'il faut aujourd'hui mieux gérer les ressources, il reste à apprendre aux consommateurs à mieux maîtriser leurs choix car il ne sert à rien de bien gérer la coquille Saint-Jacques si le marché est encombré par des pétoncles importés. L'avenir de la pêche se construit collectivement sur les territoires et en rupture avec les approches libérales que l'Europe veut aujourd'hui imposer partout.

**Alain Le Sann, secrétaire du Collectif pêche et développement.**

1. Les quotas individuels transférables (quotas sur la puissance des bateaux ou quotas de prise) s'opposent à la gestion actuelle qui octroie des quotas à des pêcheries donc à des groupes de pêcheurs. Les QIT poussent à la concentration par le rachat ou la location de quotas à d'autres bateaux ou pêcheurs, car seuls les gros armements peuvent se permettre ce genre de transaction. Les QIT favorisent les plus grosses unités et les plus gros armements, donc la pêche industrielle au détriment de la pêche artisanale.

2. Convention signée lors du sommet de la Terre à Rio en 1992. Une conférence s'est tenue à Nagoya, au Japon, du 18 au 29 octobre.

3. Voir article dans *Tout est à nous ! La revue*, n°6.

À l'issue de « L'autre Grenelle de la mer », qui s'est tenu les 29 et 30 octobre, on peut déjà tirer un premier bilan. Le public réuni a pu constater la qualité et la richesse des interventions. Certaines d'entre elles ont bousculé notre approche des problématiques posées, d'autres ont conforté nos engagements et nos combats.

Deux certitudes, que l'on a retrouvées dans beaucoup de débats :

- l'urgence écologique, l'urgence économique et l'urgence sociale ne peuvent être dissociées et doivent être traitées ensemble ;

- les solutions ne peuvent passer par un traitement libéral de cette triple urgence. Triple urgence à laquelle les capitalistes n'apportent que leurs solutions ultralibérales, quitte à faire des profits avec les déchets que produit le système.

Il est évident que nous n'avons rien à attendre d'eux qui poursuivent leur entreprise de destruction de l'environnement et du tissu économique et social, mais pas de leurs profits toujours plus indécents.

Nous avons constaté ensemble que des solutions existent pour arrêter cette fuite en avant effrénée. Elles couvrent les domaines abordés : filière de déconstruction navale ; énergies renouvelables ; industries agroalimentaires re-localisées ; coopératives ouvrières ; industrie du tourisme repensée ; priorité donnée à la pêche artisanale ; association sous contrôle citoyen de toutes les compétences sans exclusive pour une nouvelle approche environnementale et humaine des problèmes posés...

Les propositions et les revendications sont partagées par beaucoup de partis antilibéraux et anticapitalistes, par des syndicats, des associations.

À nous, NPA, initiateurs de L'autre Grenelle de la mer, de savoir transformer cette réussite politique et de fédérer toutes ces volontés dans la deuxième étape qui se présente : la rédaction commune des *Actes de Penmarc'h*, synthèse de nos travaux, de nos propositions et revendications communes.

**Louis Le Pape, porte-parole du NPA 29**

# le de la mer

## Pour une mer vivante

### La production nationale est en chute constante.

Cette chute n'est pas seulement due à la surpêche, mais également aux pollutions agricoles et urbaines, aux déversements chimiques et au réchauffement climatique qui redessinent les cartes des espèces halieutiques disponibles. Sans oublier une compétition féroce entre pays pour le partage des totaux acceptables de captures (TAC) et quotas.

### Un marché mondialisé « libre et non faussé »

avec des importations en hausse constante. 65% des produits consommés viennent des pays hors Union européenne. C'est le marché libre et la concurrence non faussée empêchant toute régulation contraire aux règles internationales (OMC). Pourtant, il faudrait prendre des mesures pour lutter contre les importations à bas prix, de qualité souvent douteuse.

### Les produits d'élevage sont de plus en plus nombreux.

En 2010, l'aquaculture est en passe de fournir plus de poisson que ne le fait la pêche traditionnelle. Cette inversion des courbes va s'amplifier encore dans les années à venir. L'aquaculture est prédatrice des ressources marines : anchois, merlan bleu, sardine, maquereau, hareng, chinchard... autant de « poissons-fourrage » qui nourrissent les volailles hors-sol et poissons en cage.

Aujourd'hui, entrent également dans l'alimentation des produits d'élevage, des protéines végétales (avec ou sans OGM) voire des farines d'hémoglobine à nouveau autorisées en pisciculture. Puiser dans ces stocks de poissons pour la farine, menace l'équilibre de la faune marine et



(PHOTO THÉQUE ROUGE/ESTEBAN)

provoque la disparition de colonies d'oiseaux de mer. Sans oublier les pollutions de l'eau et de l'air engendrées par les rejets directs des usines de production et les conséquences sur la santé des populations locales.

### L'avenir de la pêche n'est pas dans le libéralisme,

tant en mer dans l'appropriation privée des ressources que sur terre dans un marché ouvert à la concurrence « libre et non faussée ». Les pêcheurs artisans doivent innover dans leurs formes d'organisation professionnelle et syndicale, dans leur système de rémunération. Une mer vivante, des ressources maritimes durables et rémunératrices, des produits de qualité dans les assiettes des consommateurs, tel est le défi qui est posé aujourd'hui aux pêcheurs.

**Henri Guillou\***

\* Ancien syndicaliste chargé de la pêche, il a été animateur et secrétaire général de l'association Radio Animation Pêche, a fondé la revue *ÉcoPêche* et la coopérative des poissonniers Scapp.

## Démantèlement des navires, une question politique

L'affaire de l'ex-Clemenceau a attiré l'attention sur la problématique de démantèlement des navires en fin de vie. Elle a montré que des réglementations internationales existaient mais non appliquées. Elle a mis en lumière le fait que le système actuel en vigueur au niveau mondial, associant coût de déconstruction et valorisation des déchets est pervers et inadapté. Depuis cette affaire et après le Grenelle de la mer organisé par un pouvoir en chasse électorale vers les écologistes, rien n'a été fait sauf quelques déclarations sans suite.

L'enjeu est pourtant de taille. Aujourd'hui 90% de ce qui est produit et consommé est transporté par mer. Près de 50 000 navires sillonnent les mers au quotidien. Plus de 11 000 navires de cette flotte mondiale transportent des produits polluants ou dangereux dont le trafic a augmenté de 40% en dix ans. Depuis 2008, sous l'effet de l'interdiction des pétroliers à simple coque, près de 1 500 navires sont détruits dans le monde, principalement en Asie, dans des conditions effroyables pour les travailleurs. La marine nationale française détient 70 coques hors service. 80 navires de plus de 150 tonnes seront retirés du service actif d'ici 2017 et la plupart contiennent de l'amiante. Il y a 700 000 bateaux de plaisance en France et 20 000 d'entre eux arrivent en fin de vie chaque année. Ils contiennent des produits dangereux et des matériaux difficilement recyclables et

sont souvent échoués, abandonnés, brûlés ou sabordés. Des milliers de navires rouillent dans les ports ou bien sont échoués au large. Pour la déconstruction, ce qui domine est l'essaimage et l'absence de normes.

Il faut donc un système incitant à un comportement écologiquement et socialement responsable.

Dans ce domaine, l'État doit faire preuve de volonté politique et favoriser le développement d'une filière de démantèlement de navires en fin de vie. Financièrement, elle pourrait s'appuyer sur un fonds d'origine nationale, voire mondiale, alimenté par tous les acteurs de la filière. Pour l'alimenter, il faut une taxe sur les mouvements maritimes et instaurer des systèmes de contrôle démocratique. Il s'agit donc d'abord d'une question politique qui nécessite l'intervention des travailleurs.

**Olivier Le Pichon, secrétaire UL CGT Brest**



(PHOTO THÉQUE ROUGE/ESTEBAN)

## Pour une Bretagne autonome en énergie

La question des énergies marines a trouvé son origine dans les engagements européens et nationaux dit des 3x20 imposant un recours accru aux énergies renouvelables dans la lutte contre le changement climatique.

Un rapport du Conseil économique et social de Bretagne de mars 2009 intitulé *Des énergies marines en Bretagne : à nous de jouer!* interpelle tous les acteurs bretons pour aller au-delà de la simple production d'énergie en mer.

Il propose la création d'une nouvelle filière industrielle créatrice de centaines d'emplois de qualité pour la fabrication et la maintenance des éoliennes offshore posées puis flottantes et des hydroliennes ainsi que pour la création d'un groupement de recherche et d'expertise.

Une plateforme énergies marines va être créée à l'Ifremer de Brest.

6,5 millions d'euros seront investis pour la stabilisation du polder de Brest qui pourrait ainsi accueillir des entreprises de fabrication d'éoliennes

et d'hydroliennes.

Un centre d'essai hydrolien verra le jour à Paimpol-Bréhat en 2011 avec le soutien du Comité local des pêches.

Un secteur qui bouge donc et un nouvel entrant dans l'exploitation des ressources de la mer, ce qui nécessite une réelle concertation et des débats pour aller vers une appropriation collective de la question des énergies marines.

Si l'on ajoute à ces projets, celui d'une usine hydroélectrique sur le lac de Guerlédan, nul besoin d'une centrale à gaz et encore moins d'une centrale nucléaire en Bretagne pour la rendre énergétiquement autonome.

**Guy Jourden, CGT France Télécom, membre du Conseil économique et social de Bretagne, spécialiste des énergies renouvelables**



(PHOTO THÉQUE ROUGE/ESTEBAN)

## Ni une porcherie ni un réservoir à algues vertes

Les algues vertes ou les algues bleues (cyanobactéries) ne sont que les symptômes d'une pollution des cours d'eau par les nitrates et les phosphates. Une pollution massive et diffuse au final peu visible, sauf quand elle envahit les plages et engendre une dégradation du milieu aquatique, liée à un apport excessif de substances nutritives. Elle a un fort impact sur le traitement et le coût de l'eau distribuée, le tourisme, l'écologie aquatique, la biodiversité.

Pourtant, la mainmise de l'industrie porcine sur l'agriculture et la production alimentaire s'accroît et montre à quel point le Grenelle de Borloo est un leurre destiné à donner un vernis écologiste à une politique vouée aux intérêts du capital et au productivisme de l'agrobusiness.

L'Assemblée nationale a cédé devant l'offensive des « lobbys du cochon ». À la demande de députés bretons, un amendement relève désormais le seuil d'autorisation, pour les porcheries, de 450 à

2 000 places, et pour les poulaillers, de 30 000 à 40 000 places.

À l'heure où les marées vertes envahissent nos plages, où les algues bleues prolifèrent dans nos rivières, cette loi est une trahison des engagements pris par le gouvernement pour lutter contre ces pollutions, et une capitulation devant les pollueurs.

C'est la mise en œuvre d'une stratégie pensée : détruire l'agriculture paysanne, faire payer aux contribuables la facture de la pollution, sans s'attaquer aux causes : le productivisme et le capitalisme empoisonneur.

La solution passe par la réhabilitation d'une agriculture paysanne non productiviste, débarrassée des pesticides et autres engrais, une agriculture qui respecte l'environnement et les hommes!

**Janine Carrasco, NPA 29**

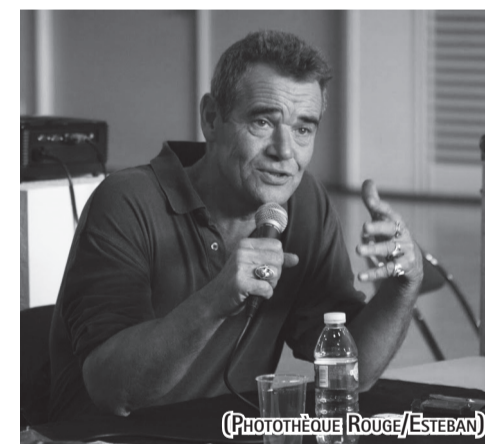
## Au-delà des marées noires

Bien sûr, l'avidité capitaliste des grandes compagnies maritimes et pétrolières, la recherche effrénée de profits combinée à la baisse systématique des coûts de production, de transports, de sécurité a entraîné les catastrophes comme les marées noires. Bien sûr, celles-ci tuent nombre d'animaux de toutes sortes, parfois même réduisent à néant toute forme de vie sur des kilomètres, privent d'emploi des professionnels exerçant sur le littoral. Loin de vouloir nier les conséquences de tels drames, il est important de rétablir un certain nombre de vérités.

Les médias avides de catastrophisme, certaines associations environnementalistes, surdimensionnent l'impact du pétrole des marées noires sur la faune et la flore.

La catastrophe principale tient dans le nettoyage réalisé n'importe comment par des intervenants trop pressés, non formés, méconnaissant totalement le fonctionnement de la nature littorale et qui, entre autres choses, ont retiré et mis en décharge près de 170 000 tonnes de sable et de galets des plages polluées par l'Erika. Ce type d'action a abouti entre autres à générer et aggraver l'érosion des côtes.

Alors que l'on sur-médiatise ces marées noires, on passe volontairement sous silence des problèmes plus graves : la destruction accélérée des littoraux par l'urbanisation et le bétonnage touristique de nos côtes. Depuis les années 1970, les littoraux sont rongés par une urbanisation qui se fait les pieds dans l'eau. Souvent les habitations ont été construites dans des



(PHOTO THÉQUE ROUGE/ESTEBAN)

secteurs en érosion, il a donc fallu construire des enrochements, des épis, et racler les algues et « laisses de mer » sur les plages... pour protéger et satisfaire ces quelques privilégiés.

Hormis la pollution visuelle et la destruction d'écosystèmes littoraux, la construction d'ensembles immobiliers, de résidences en bord de côte, parfois au mépris de la loi littoral, a fragilisé et accéléré de façon irrémédiable l'érosion du trait de côte. Mais sur tout cela, point d'informations ! Silence, on dérange !

D'après l'intervention de **Bernard Fichaut**, maître de conférences en géographie à l'UBO, menant des recherches sur les bilans sédimentaires du littoral (érosion, etc.) ce qui l'a conduit depuis l'Amoco Cadiz à intervenir sur nombre de marées noires en tant qu'expert en techniques de nettoyage.



Malgré le report du congrès au début du mois de février, nous publions cette semaine, trois tribunes sur le thème « féminisme, religion, laïcité ».

## Tribune « religion, féminisme, laïcité »

présentée par celles et ceux qui soutiennent la motion présentée par Anne, Cathy, Galia, Guillaume, Ingrid

Dans ce débat, il nous semble que le NPA doit clarifier une série d'éléments :

1. Nous sommes face à un contexte marqué par une offensive raciste, visant en particulier les musulmans mais aussi les Roms, et une offensive antiféministe. Ce contexte rend très concrète l'obligation qui nous est faite d'unifier les opprimés et les exploités sur un programme. Cela entraîne la nécessité permanente de prendre en charge concrètement l'ensemble des oppressions sans les hiérarchiser. L'articulation des différentes oppressions est un défi difficile, mais on ne peut se permettre d'y renoncer. Cela signifie notamment qu'on ne s'allie pas au gouvernement au nom du féminisme ni aux fondamentalistes religieux au nom de l'antiracisme.

2. Nous ne nous définissons pas par rapport à la religion, nous mettons dieu « hors-champ » tout en n'observant aucune autocensure s'agissant de la critique de la religion, et en combattant les pouvoirs religieux et les conceptions réactionnaires que les religions véhiculent.

3. Ce choix est contradictoire avec le fait de mettre nous-mêmes la religion en avant et d'en faire un axe d'intervention politique, comme l'ont parfois fait les camarades du Comité populaire d'Avignon. Le NPA doit affirmer l'unité de classe au-delà des différences « communautaires ».

4. Nous ne nous référons pas à la laïcité comme à un héritage de la III<sup>e</sup> République, mais comme à un combat : comme enjeu plus que jamais actuel, elle est partie intégrante de notre programme et de notre projet.

5. Nous comprenons que le port du foulard islamique puisse renvoyer à des motivations individuelles très diverses. Certes, dans le cadre de la stigmatisation des musulmans, qui s'exprime avec violence, certains musulmans souhaitent publiquement affirmer qu'ils le sont. Mais nous avons un avis sur le symbole utilisé dans ce cas d'espèce : nous considérons qu'un signe religieux qui symbolise et manifeste l'oppression des femmes n'est pas un bon choix. Le foulard islamique a un sens général, largement reconnu comme tel, celui que lui donnent ceux qui en

ont fait une injonction en islam (et les autres monothéismes avant lui), lui associant des pratiques sociales que nous combattons. Le voile se situe dans la longue tradition patriarcale de la plupart des religions, qui ont cherché à contrôler le corps et la sexualité des femmes, pour les assigner à un rôle spécifique et subordonné dans la société, une tradition aujourd'hui ravivée. Cette conception est contradictoire avec notre projet féministe et démocratique.

6. La contradiction liée au port du foulard islamique n'est pas en tant que telle un obstacle à l'adhésion au NPA. Il existe bien d'autres contradictions, moins visibles mais pas moins réelles. Dès lors que le NPA a un point de vue connu de toutes et tous, elles ne posent pas de problème insurmontable.

7. En revanche, les choses sont différentes dans le domaine de la représentation publique car c'est l'ensemble du parti qui se trouve alors en position d'assumer la contradiction. Le NPA ne peut être représenté par ce symbole qu'est le foulard ni par un autre signe religieux ostensible quelle que soit la religion.

## Débattre, trancher, se rassembler

Fadela (CQP13), Marga (CQP13 et CPN), Nico (CQP13), Samy (CPN)

Les cinq motions que nous avons déposées ont obtenu une majorité lors du dernier CPN. Il est légitime que ceux qui en sentent la possibilité soumettent au vote des résolutions d'ensemble. Que le parti se prononce. Cela dit, nous estimons que le parti est trop divisé pour qu'une forte majorité se dégage. Nous souhaitons donc, en plus de ces votes de fond, que le NPA puisse donner, de manière la plus unie possible, des indications sur les principales questions.

Deux de ces motions concernent le fait de savoir si notre parti peut admettre des partisans de croyances particulières (religieuses par exemple) et proposent une réponse positive. Elles affirment un droit de critique sans limites (y compris donc des religions) et donnent une définition globale de la laïcité qui devrait faire un large accord.

Une autre de ces motions, largement approuvée lors de ce vote, concerne la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, arme dont les classes dominantes usent plus que jamais dans le développement de la crise actuelle du capitalisme et qui s'étend à un racisme d'État. Elle condamne les attaques brutales contre les Roms et le rôle grandissant de la stigmatisation des musulmans et de l'islamophobie.

La motion 3 concerne la question du foulard islamique en tant que tel. On connaît maintenant la masse de questions à discuter à ce propos, dont certaines nous divisent très profondément. En particulier quant au sens global qu'a ou n'a pas le port du foulard, et sur la nature de ce symbole potentiel. Chacun se prononcera. Mais nous avons la chance de disposer par ailleurs d'une formulation qui a été adoptée à la quasi-unanimité du CE en février dernier, et qui pourrait être à nouveau énoncée en commun, donc d'une manière plus large. Elle indique que « *le voile est un instrument de soumission des femmes utilisé sous diverses formes et à diverses époques par les trois monothéismes, même si certaines femmes qui choisissent de le porter ne lui donnent pas ce sens.* »

La question la plus délicate concerne la représentation du parti avec des signes religieux visibles. Nous sommes opposés à ce que l'on désigne nos candidats au nom d'une religion. Pour l'instant, en France, pas plus dans le pays en général que dans l'immigration et ses héritiers, le choix de mettre en avant la religion n'est une option souhaitée, ni évidemment soutenable par le NPA, dans les quartiers populaires ou ailleurs. Ceci s'oppose à l'analyse avancée par des camarades du 84, qui disent :

« *La forme islamophobe que prend le racisme et la discrimination des enfants d'immigrés fait que la religion musulmane sera une des portes d'entrée en politique de ces populations. Nous devons nous en féliciter plus que le craindre.* » Cette analyse a sous-tendu une partie de la campagne des régionales dans le 84, sans aucun impact sur les populations concernées, ce qui ne nous étonne pas. Par ailleurs, nous sommes opposés à un « double statut » au NPA et il en découle que tous les adhérents, même croyants visibles, peuvent postuler à la candidature. Notre motion indique que nous pourrions l'accepter par exemple pour un·e dirigeant·e grandement reconnu·e dans la lutte des sans-papiers, de la grande distribution, du nettoyage, du mouvement social d'une manière plus générale. Mais à partir du moment où la croyance apparaîtrait publiquement, il est indispensable que ne subsiste aucune ambiguïté sur le sens de la candidature.

## Des cheminements divers, un engagement commun anticapitaliste, féministe, antiraciste et laïque, des droits égaux (Sensibilité À Égalité)

Après le 11 septembre 2001, le « nouvel ennemi » terroriste a servi à légitimer les guerres pour le contrôle de l'or noir et à diviser les fronts de résistance aux oppressions croisées. Le climat qui a régné en France autour de (et depuis) la loi de 2004 a été marqué par une composante raciste se camouflant derrière l'hostilité à l'islam, mais aussi par l'identification croissante de la « visibilité » de l'islam à une menace contre la laïcité ou/et une trahison de la solidarité à l'égard des femmes résistant aux courants intégristes voulant imposer le port d'un foulard islamique.

Notre « sensibilité » s'exprimant sur une liste « À Égalité » a combattu ces tendances et la vision unilatérale des rapports de force mondiaux (et c'est un débat qui se poursuivra évidemment après le congrès) : face à la montée des intégrismes, nous avons souligné les résistances intérieures provenant des croyants et critiqué les approches a-temporelles de « la religion », de l'islam et du foulard islamique, à partir d'une « essence » faisant fi des contextes et logiques antagonistes à l'œuvre. Enfin, nous considérons comme un acquis la séparation de l'État de tout pouvoir d'ingérence politique de l'Église et de tout clergé. Mais nous avons contesté toute identification de la laïcité à un renvoi de la religion dans l'espace privé : de ce point de vue, la visibilité

du foulard (en dehors de la fonction publique) n'est pas antilaïque.

Dans les motions présentées au vote du congrès, cette interprétation de la laïcité domine, et donc nous nous retrouvons en accord avec elle – ce qui laisse évidemment bien des débats à approfondir.

Dans la mesure où il n'y a pas de courants défendant l'idée que le NPA doit être un parti d'athées, les divergences sur les motions présentées au congrès se concentrent sur la façon de présenter le foulard islamique et sur le statut des croyants dans le parti.

L'amendement que nous défendons sur le premier thème est le suivant : « *Nous dénonçons [...] toutes les idéologies et pratiques de contrôle par les pouvoirs patriarcaux, religieux ou athées, des choix vestimentaires des femmes. Le voile a été utilisé sous diverses formes et à diverses époques par les trois monothéismes comme instrument de soumission des femmes et reste imposé aujourd'hui par certains régimes et courants intégristes. Par ailleurs, à un niveau personnel, le port comme le retrait du voile sont des choix complexes pour chaque femme concernée, selon les contextes. On ne peut donc désigner un sens global,*

*unilatéral et univoque du voile. Pour notre part, en accord avec notre conception de la laïcité, nous opposons systématiquement à la fois à l'imposition du voile et à son interdiction.* »

C'est cette interprétation sous-jacente, et l'accent sur l'accord sur notre programme politique qui fondent à nos yeux l'égalité des droits : « *Un militant ou une militante manifestant une croyance religieuse a, comme tous les autres adhérents, le droit d'être candidat·e pour représenter le parti lors d'élections. Cette candidature qui, comme toutes les autres, s'appuie sur l'engagement du·de la camarade dans les luttes sociales et locales, défend exclusivement et intégralement les principes (notamment de laïcité) et le programme du NPA* »

Sur des bases programmatiques communes, le parti a tout à gagner à « montrer » sa diversité comme élément de sa cohérence et de droits égaux.



AUTOMOBILE

# Après le Salon de l'Intox, retour à la réalité

Le secteur des équipementiers automobiles se prépare à licencier entre 40 000 et 50 000 travailleurs d'ici la fin 2011. Il s'agit de grands groupes qui profitent de subventions publiques mais tentent d'imposer aux salariés un chantage à la régression sociale. Pourtant, les mobilisations peuvent être victorieuses.

L'auto-intox du salon de l'automobile aura duré moins d'un mois. Le retour aux réalités est brutal : l'aggravation de la crise de l'emploi et les pressions sur les salaires sont inscrites dans les prévisions des prochains mois. Le nombre d'entreprises sous-traitantes qui ferment ou licencient augmente, et selon un rapport officiel remis au ministre de l'Industrie de l'époque, Estrosi, 40 000 à 50 000 emplois sont menacés dans la filière en 2010 et 2011. Les restructurations que connaît tout le secteur depuis l'irruption de la crise, courant 2008, sont à l'origine de cette intensification des attaques contre l'emploi. S'il est incontestable que PSA et Renault ont renoué avec les profits, leur activité industrielle en France est de plus en plus déconnectée de leurs profits accumulés à l'échelle mondiale.

- 41% des Renault et 54% des Peugeot-Citroën vendues en France proviennent des usines françaises (chiffres de 2009). La majorité des «petites» voitures de ces trois marques sont ainsi fabriquées aux frontières de la vieille Europe occidentale.

- Les lieux de croissance de la production et des ventes mondiales d'automobiles se sont déplacés vers des pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil. Tous les constructeurs mondialisés s'y précipitent pour y accumuler la majorité de leurs profits.

- Les firmes de construction automobile ne produisent plus qu'environ 30% de la valeur d'un véhicule vendu avec le logo de la marque. Tout le reste est fabriqué par les équipementiers et les sous-traitants. Il avait fallu des décennies pour aboutir en France à la constitution de seulement deux groupes de construction automobile. Le même processus de concentration est en cours pour les équipementiers qui restructurent à tout va. C'est bien la conjugaison de ces trois facteurs qui aboutit simultanément à l'accroissement des profits pour PSA et Renault en tant que groupes mondialisés et à l'exacerbation d'une «crise» qui frappe en priorité le secteur des équipementiers et leurs salariés.

Ce secteur des équipementiers automobiles est éclaté en usines de petites dimensions, comparées à celles du montage des voitures. Mais petites usines ne signifie pas petites entreprises propriétaires. De grands groupes structurent de plus en plus le secteur à coups de rachats, d'absorptions et de fusions.

## Restructuration chez les équipementiers

La «crise» est une véritable aubaine pour aller encore plus vite dans l'émergence de quelques

groupes d'équipementiers. Et les subventions pleuvent grâce au Fonds de modernisation des équipementiers automobiles (FMEA), créé début 2009 par les autorités françaises en réponse à la crise du secteur avec un «budget» à ce jour de 210 millions d'euros. Il reste encore 390 millions d'euros disponibles sur le montant initial de 600 millions, a précisé le ministre. Merci pour les entreprises, mais les salariés sont en première ligne. L'expérience de ces derniers mois montre que les subventions sont allées aux entreprises qui restructuraient, licenciaient et fermaient des usines. Rappelons-nous, le premier groupe à en bénéficier a été Trèves qui après avoir empoché 55 millions d'euros avait liquidé les usines Sodimatex à Creil (Oise) en avril 2010 et PPTM (Champagne) en juin.

## Résistance face aux vagues programmées de licenciements

Les secteurs en première ligne des restructurations sont l'emboutissage, le secteur des moules et modèles et la plasturgie. Lorsque Estrosi annonce une nouvelle vague de subventions, on a vraiment tout à craindre au nom de cette expérience passée : ce sera de l'argent public pour restructurer avec, comme conséquence, des suppressions d'emploi.

Les bénéficiaires de ces opérations sont clairement identifiés : Faurecia dépendant du groupe PSA. Valéo, Bosch ou le groupe italien Sogefi, propriétaire de Filtrauto qui veut fermer son usine de Bretagne. Rien à voir avec des PME menacées de faillite. Ce sont tous des groupes dont les chiffres d'affaires dépassent le milliard d'euros. Et ils sont partout à l'offensive contre les travailleurs. Les luttes dans les plus grandes usines automobiles avaient tendance à tirer tout le secteur vers le haut. Aujourd'hui, c'est le secteur des équipementiers et de fabrication de pièces qui tire emplois, conditions de travail et salaires vers le bas.

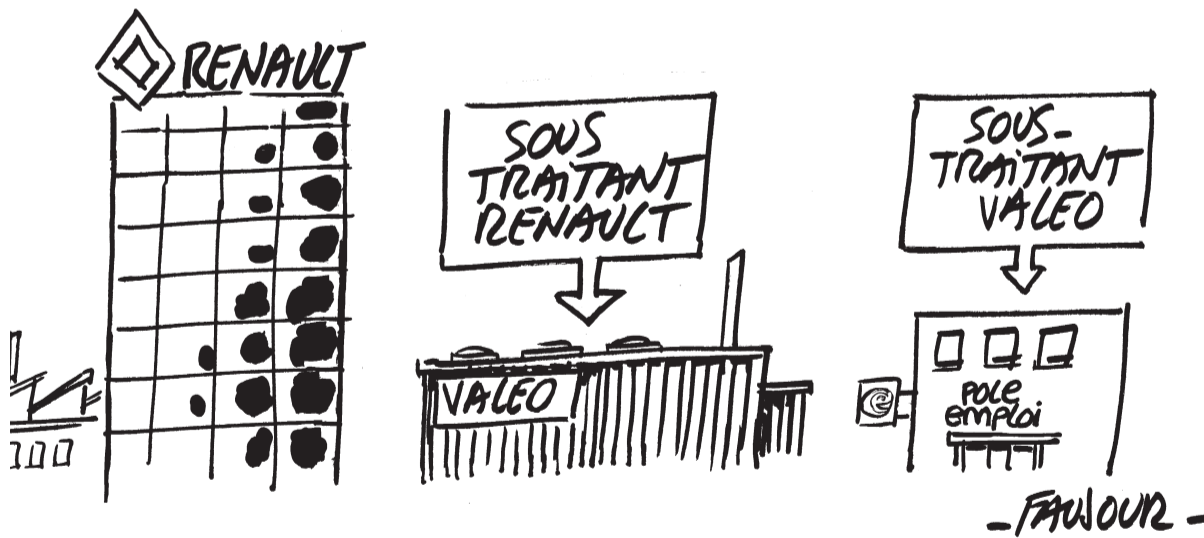
En moins d'un mois, deux fabricants de pièces, Dura Automotive à Saint-Étienne (Loire) et Behr à Hambach (Moselle), ont mobilisé des hélicoptères pour briser et contourner les piquets de grève. Le chantage à la régression sociale pour imposer la remise en cause des conventions collectives se banalise. General Motors Strasbourg ou Continental en Midi-Pyrénées sont les exemples les plus connus de ces référendums-chantages. Tous n'aspirent qu'à suivre l'exemple de Fiat en Italie qui cherche à imposer aux salariés de nouvelles conditions de travail draconiennes «en échange» d'investissements massifs pour produire la Fiat Panda dans cette usine. La direction de Fiat fait miroiter 15 000 embauches et menace les travailleurs de fermer le site si ce plan était refusé par les travailleurs. Parmi les mesures proposées par la direction figurent la diminution du nombre et des temps de pause, l'intensification drastique des rythmes de travail et l'interdiction de fait de faire grève pendant toute une période. Les firmes comme Renault et PSA attendent en embuscade pour revenir elles aussi sur leurs engagements contractuels des années passées.

Le décalage entre l'ampleur des profits patronaux et l'intensité des attaques contre les travailleurs rend possibles des mobilisations qui arrachent des succès pour les travailleurs. Une majorité de salariés n'a pas accepté les conditions de Continental en Midi-Pyrénées et la lutte à l'usine Ford de Blanquefort près de Bordeaux a réussi à imposer le retour de Ford comme opérateur industriel.

Ces éléments de résistance victorieuse sont des encouragements pour des luttes appelées à se coordonner contre le patronat de l'automobile et le gouvernement, copains comme fauteurs de crise réunis.

Jean-Claude Vessilier

Voir : [www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)



## l'essai

### PAROLES VAGABONDES

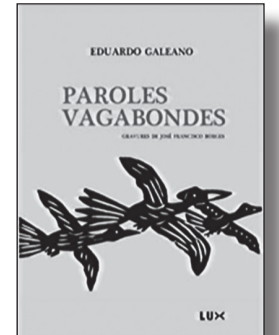
Eduardo Galeano

Gravures de J. F. Borges

Lux Éditeur

336 pages

19 euros



Né à Montevideo en 1940, journaliste engagé dès son adolescence, Eduardo Galeano s'est fait connaître en 1971 avec *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*, réquisitoire resté d'une telle actualité que Chávez a jugé utile en 2009 d'en offrir un exemplaire à Obama. En 1973, après avoir été emprisonné par les militaires uruguayens, Galeano se réfugia en Argentine mais le coup d'État de 1976 et les menaces explicites des escadrons de la mort le contraignirent à s'exiler à Barcelone où il continua d'écrire récits, chroniques ou romans dont les trois volumes de *Mémoires du feu* (1982-1986). Observateur attentif et exigeant des processus de «transition démocratique» initiés en Amérique latine à l'époque de son retour en 1985 (et toujours en cours aujourd'hui), il est devenu l'une des grandes consciences altermondialistes du continent, en co-signant par exemple le *Manifeste de Porto Alegre* (2005).

Remarquablement bien traduit par Lolita Chaput et mis en page, *Paroles vagabondes* (traduction de *Palabras andantes*, 1993, *Walking Talks* selon la version anglaise de 1995, *Conversations en marche* pourrait-on dire aussi) relève de «l'essai» à divers titres. Recueil de contes, d'observations et de commentaires en même temps que manifeste culturel et politique doublé d'un hommage au génie propre des Latino-Américains, c'est aussi un volume illustré où se conjuguent à merveille la verve extraordinaire de Galeano et les gravures sur bois de José Francisco Borges (artiste et poète autodidacte né en 1935, mondialement connu aujourd'hui comme témoin de la mémoire collective du Nordeste brésilien). À côté des «fenêtres» (titre de nombreux textes) qu'il ouvre sur les traditions indiennes et latino-américaines, il en comporte maintes autres tournées vers la révolte et l'utopie, ainsi évoquée dans l'une des dernières pages : «À quoi sert l'utopie ? Elle sert à cela : à cheminer.»

Ce n'est pas moins vrai de ce beau livre.

Gilles Bounoure

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE  
27 rue Taine 75012 Paris / [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43  
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

## courrier

Pour nous écrire, pour prendre contact : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

**Les limites du pouvoir. B. D. (Nord) :** L'omnipotent Sarkozy semble avoir fait l'objet d'un sévère rappel à l'ordre d'un parti qu'il croyait à sa botte. Ses manœuvres préélectorales (martèlement sécuritaire pour plaire à la droite conservatrice et «borgne», lois antisociales pour flatter le patronat, visite au Vatican pour s'attirer les grâces (bonnes) et les voix (pénétrables) des bien-pensants) ont été contrariées au final, juste au moment où Borloo devait venir sacrifier son fils centré sur l'autel de Matignon pour cautionner l'ouverture factice de l'Élysée ! L'UMP en a décidé autrement, et avec vigueur : exit les mésalliances (Morin le mou, Yade la volubile), exit les alliances contre-nature (Kouchner l'aphone, Amara la soumise), exit le boulet (Woerth qui n'aura pas attendu 62 ans pour prendre sa retraite de ministre !). Et tant qu'à faire comprendre au président qu'il est peu de chose

sans parti, l'UMP lui impose Fillon (encore et toujours), Juppé (dernière grande figure du gaullisme chiracien) et donne à Copé les rênes du mouvement présidentiel comme s'il en était devenu soudain le candidat naturel de 2012. Seul Besson, éternel Judas de service, continue à être récompensé par un maroquin (un comble !). Aujourd'hui, la droite resserre les rangs et réactualise ses fondamentaux : le président est avant tout un serviteur... du parti, à défaut d'être celui du peuple !

**Grèce. Y. R. (Évreux) :** Quelques remarques sur l'article d'Andreas Sartzekis (*Tout est à nous !* n°77) [...] L'article affirme que le parti communiste KKE se maintient, alors que son score augmente de 7,5 à plus de 11 %, ce qui constitue en réalité une progression importante et constitue effectivement

le principal événement du scrutin. Il minore ce succès et semble même le regretter, alors qu'il est le résultat de la totale implication du KKE dans les luttes contre la politique du Pasok, y compris parfois sous des formes illégales. Le succès d'un parti condamnant clairement le capitalisme, revendiquant la socialisation des grands moyens de production et d'échange et totalement engagé dans les luttes sur une base de classe est particulièrement intéressant dans le cadre de la réflexion interne au NPA. Le patriotisme du KKE réside essentiellement dans son refus de voir le peuple grec privé de sa souveraineté par les institutions impérialistes que sont le FMI et la bureaucratie européenne : comment peut-on le lui reprocher, alors qu'il s'affirme clairement comme étant un parti internationaliste ? L'article oublie par ailleurs de signaler que *Tout est à nous !*, dans

des articles précédents, affichait une préférence pour la coalition Syriza-Synaspismos, [...] et alors que nombre de commentateurs expliquent son échec par la confrontation en son sein des ambitions contradictoires de politiciens professionnels. Enfin, le soi-disant succès d'Antarsya ne peut faire oublier que son caractère de coalition disparate de toutes petites organisations ne lui permet même pas d'avoir une présence dans tout le pays et la cantonne à un score national que l'article évite de citer car il est inférieur à 1%.

Les travailleurs de toute l'Europe auraient besoin d'un rapprochement entre toutes les forces anticapitalistes et révolutionnaires et non pas d'une attitude sectaire visant à entretenir les polémiques du passé entre «trotskystes» et «staliniens», conformément aux principes fondateurs du NPA que certains semblent avoir oubliés.

## Grenoble : contre les violences policières !

Protestant contre la loi sur les retraites, 200 étudiants et lycéens ont manifesté le mardi 9 novembre dans les rues de Grenoble à l'appel de l'AG inter-lycées et ont organisé un barrage filtrant à un carrefour de la ville, à proximité d'un pont. Dès le début, la surveillance policière était extrêmement forte. L'énervement d'un automobiliste interpellé violemment par un « manifestant » sensiblement âgé et que personne ne connaît, a servi de prétexte à la répression policière. Sans aucune sommation préalable, les forces de police ont procédé à des tirs de flash-ball, de gaz lacrymogènes et au matraquage des manifestants. En tentant de retraverser le pont pour fuir les violences policières, les jeunes ont été pris en étau, coincés entre deux barrages et se sont retrouvés à la merci de la BAC, de CRS et de policiers. En voulant échapper aux forces de police, un jeune de 19 ans a fait une chute de six mètres par-dessus le parapet. Il souffre de fractures sévères. Au mépris des règles les plus élémentaires de secourisme, les policiers l'ont déplacé sous le pont pour le soustraire à la vue de ses camarades et de la presse. Pendant ce temps, arrestations et violences à l'encontre des jeunes bloqués sur le pont, se sont poursuivies. Une fois de plus, les policiers, sous les ordres du préfet super-flic nommé par Sarkozy après les événements de juillet, ont fait du zèle et provoqué un nouveau drame. Sous l'impulsion du NPA, une réunion unitaire est prévue pour organiser sur la durée la riposte face aux violences policières croissantes qui sont le pendant de la politique antisociale du pouvoir en place.

## Roms de Triel (78) : quand la haine appelle la haine.

Si les médias ont quasiment oublié les Roms, la déferlante de violence à leur encontre, qu'elle soit d'État ou autre, ne les ignore pas. Les expulsions de camps continuent mais aussi toutes sortes de harcèlement et d'agressions très inquiétants. Ainsi à Triel, trois semaines après l'ignoble agression de quatre vrais-faux policiers dans la nuit du 28 octobre dépouillant des familles de leurs maigres biens et de leurs papiers, le traumatisme est encore très fort. L'objectif était clairement de faire peur, de continuer à terroriser cette trentaine de familles, vivant depuis plus de deux ans dans une zone désaffectée éloignée de tout et déjà harcelées depuis cet été par des « visites » musclées, voire menaçantes de la police porteuse d'avis d'arrêt préfectoral de reconduite à la frontière ou d'obligation de quitter le territoire. Le fait que ces familles se défendent et s'organisent pour leurs droits avec le très actif collectif RomYvelines dérange sûrement certains qui ne rêvent que de « nettoyer » cette plaine. Si les auteurs de ce forfait ne sont pas encore connus, des questions se posent selon des sources policières : de faux-vrais policiers proches des milieux fascistes ? Des fascistes eux-mêmes qui relèvent la tête ici où là ? D'autres individus sous sale influence crapuleuse ? En tout cas, pour nous, ce ne sont pas les gens du voyage voisins, qui soutiennent et vivent en bonne entente avec les Roms ! Question aussi quant à la coïncidence de la date du forfait : nuit du 28 octobre, veille de la grande journée sur les retraites et d'une rencontre très attendue (finalement décevante !) avec le maire de Triel... mais à force de harcèlement, on en devient parano non ? Il est sûr que l'ignoble campagne anti-Roms déclenchée par le gouvernement depuis cet été, relayée par des élus locaux comme le maire PRG de Carrières-sous-Poissy par une lettre à Sarkozy demandant l'expulsion, n'a pu qu'attiser et conforter les réflexes de haine et de rejet sur fond d'idées reçues stigmatisantes et donnant l'occasion de ce genre d'actes insupportables. Mais malgré la dénonciation de forme de ces faits, un certain immobilisme des autorités, responsables et élus à tous niveaux, ne favorisant pas depuis deux ans des solutions concrètes et dignes pour le logement et les droits de ces familles, les a aussi malheureusement permis. Il est temps que chacun prenne ses responsabilités au-delà des déclarations d'intention. Aujourd'hui, les familles roms s'auto-organisent pour ne pas revivre ce cauchemar et, avec le soutien total du collectif RomYvelines, continuent le combat pour vivre ici, travailler ici, en toute tranquillité. <http://romyvelines.over-blog.com/>

## 11 Novembre antiguerre à Louviers

Samedi, pendant une heure et sous une pluie battante, 23 personnes ont répondu à l'appel du NPA pour le traditionnel rassemblement antimilitariste. Pendant qu'en face de l'église on chantait : *la chanson de Craonne, le Déserteur, la Butte rouge*, 400 tracts dénonçant le rôle des troupes françaises en Afrique et en Afghanistan ont été distribués aux piétons et aux automobilistes. Étonnement quelquefois, encouragements souvent ! Comme chaque année, la rue du maréchal massacreur Foch a été rebaptisée « Pierre Brizon », un des trois députés socialistes qui avaient participé à la conférence pacifiste internationale de Kienthal en Suisse, refusé de voter les crédits de guerre à partir de 1916 et lancé le journal *la Vague*, censuré en permanence, qui connut un grand succès dans les tranchées. Rien d'étonnant à ce que la majorité PRG-Verts au conseil municipal refuse obstinément la proposition de notre élu NPA d'honorer sa mémoire.

# Grève à Pôle emploi. Chômeurs méprisés, agents gazés !

Avec un taux de grévistes d'environ 50% et une manifestation nationale à Paris, de République à la direction générale, rassemblant entre 1500 et 2000 salariéEs des quatre coins de France, cette journée de grève est une indéniable réussite. Il faut dire que les conditions de travail dégradées, la surcharge du travail et le sous-effectif récurrent, les précaires maltraités, les missions dévoyées et nos métiers déqualifiés (dernier exemple en date : la mise en place de l'EID - entretien inscription diagnostic - qui consistera à faire réaliser par un agent avec une formation de quatre jours, ce qui était fait auparavant par deux !) forment un cocktail détonnant dans un contexte où l'existence même de Pôle emploi à terme n'est pas assuré pour le plus grand profit des officines de placement privés qui considèrent le chômage comme un marché juteux. Il aura donc suffi de l'annonce de suppression de 1500 CDD non renouvelés, et de 300 CDI par non-remplacement des départs à la retraite dans une situation sociale agitée pour mettre le feu aux poudres. Mais cette expression de la colère des salariés de Pôle emploi ne doit pas être un feu de paille d'une journée, car le directeur général, Christian Charpy, n'a rien lâché. Il a ostensiblement montré une fois de plus tout son mépris pour les salariés et leurs revendications, préférant

voir les gardes mobiles, chargés de transformer la DG en véritable bunker, les frapper et les gazer devant le siège. Il est évident que Charpy est une courroie de transmission de la politique de Sarkozy et du Medef qui vise à faire payer la crise du capitalisme à la classe ouvrière : mise en place de l'austérité qui se traduit à Pôle emploi par la diminution des effectifs, la baisse des budgets de fonctionnement et d'intervention, et par le gel des salaires..., et d'autre part la casse de la protection sociale pour ouvrir ces nouveaux marchés aux assurances privées et aux banques : l'année prochaine, une nouvelle convention Unedic sera mise en place. Il est à craindre qu'après les retraites et les premières annonces de nouvelles attaques contre la Sécu, l'indemnisation du chômage soit sous les feux nourris des capitalistes et de leurs laquais du gouvernement. L'intersyndicale au niveau national réfléchit aux suites à donner à la grève du 9 novembre (grève tournante par grande région, par exemple)



Sur le bâtiment de Pôle emploi, les flics... (ISABELLE TESSIER)

sur nos revendications propres. Nous devons nous organiser à la base avec l'aide des syndicats, tenir des assemblées générales pour décider des modalités de notre lutte (grève, occupation de site, etc.) et de nos revendications au niveau des sites, des agglomérations et même au niveau régional. Mais au-delà, puisque nous nous confrontons à une politique globale, il est important que les salariés de Pôle emploi se lient aux autres secteurs en lutte et participent à la construction d'un rapport de forces global contre Sarkozy, Charpy, le patronat et les capitalistes.

**Correspondants**

## ENPJJ. La grève, ça paye

Une rentrée bien mouvementée ! Les éducateurs de la promotion 2010-2012 de l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ) se sont mobilisés pour défendre une formation de qualité et, grâce à une grève très suivie, ont gagné sur leurs revendications. En effet, la direction de l'école avait décidé de réduire de manière arbitraire le nombre de journées dédiées à l'élaboration d'un mémoire clôturant deux ans de formation et donnant lieu à la titularisation (10 jours au lieu de 38). Cette suppression s'inscrit dans la réforme qui vise à réduire le temps de formation. Il s'agit aussi d'une question économique puisque la suppression de cette journée correspond à 25 équivalents temps plein. Dans cette logique, le stagiaire aurait occupé la place d'un titulaire, positionnement ne pouvant qu'engendrer de réelles difficultés. Le contexte national de la moindre économie prend le pas aujourd'hui sur une formation professionnelle de qualité.

Nous nous sommes donc mobilisés avec comme revendication le retour aux 38 journées comme nos prédécesseurs. Tout d'abord, nous avons monté une section syndicale SNPES/FSU, syndicat majoritaire à la PJJ. Très vite, nous avons été une vingtaine à nous syndiquer (apparemment une première à l'ENPJJ !). Nous avons organisé des assemblées générales pour établir nos revendications avec l'ensemble des stagiaires et avons demandé une audience à Jean-Pierre Valentin, directeur de l'école. Il nous a reçus le 29 septembre mais cela n'a rien donné et son mépris pour nos revendications (en gros, on est des fainéants) n'a fait que renforcer notre détermination. Nous avons alors déposé un préavis de grève pour le mardi 9 novembre auquel le directeur n'a pas réagi. Le lundi 8, nous étions 95 stagiaires sur 162 en AG à voter la grève pour le lendemain et préparer la journée. Mardi, nous étions finalement 109 grévistes sur 162. Affiches, banderoles, sifflots, slogans, poubelles utilisées comme

derboukas, tout était bon pour faire le plus de bruit possible et perturber le fonctionnement de l'école. Finalement, après plusieurs allers-retours entre les représentants du directeur et l'AG, on nous a annoncé que le directeur allait nous rencontrer le lendemain matin. Mercredi 10 novembre, 11h30 audience avec Valentin : il revient à la situation antérieure, c'est-à-dire au rétablissement des 38 journées mémoire ! On a gagné ! Une journée de grève de stagiaires déterminés à ne pas lâcher nous a permis de gagner sur notre revendication ! Cela prouve non seulement que la grève ça marche, mais également l'utilité d'être syndiqué et organisé. Aujourd'hui, notre section syndicale est clairement identifiée et reconnue par la direction et nous sommes dans la meilleure position possible pour mener nos prochaines batailles ! Alors, syndiquez-vous, organisez-vous, révoltez-vous ! **Célia Huertas, Jérémy Michel, Marie Périn**

## Molex. Solidarité avec Denis Parise et Guy Pavan

Une bonne centaine de salariéEs de Molex, toujours sur le pont du combat de classe, et de syndicalistes CGT, CFDT, FSU toulousains ont accompagné Denis Parise, ce lundi 15 novembre à 14 heures, à sa convocation au commissariat de l'Embouchure de Toulouse. Il devait être entendu sur les faits survenus à l'usine de Villemur-sur-Tarn, les 20 et 21 avril 2009, sur plainte déposée pour « séquestration » par Marcus Kerriou, ancien cogérant de l'entreprise, âme damnée des actionnaires voyous de Molex Automotive. Guy Pavan, délégué syndical est quant à lui convoqué au commissariat le 18 novembre pour les mêmes faits. En avril 2009, l'exaspération des 283 Molex de Villemur était à son comble. Cela faisait sept mois, depuis l'annonce de la fermeture de l'entreprise, que la direction entravait systématiquement le droit à l'information des représentants des salariés au comité d'entreprise (CE). Sommée de fournir les documents qui auraient attesté la bonne foi de

son argumentation d'une entreprise « non rentable » alors que le cabinet Syndex, saisi par le CE, avait démontré le contraire (taux de « rentabilité » de 19%), cette direction s'essayait les pieds sur le code du travail qui fait obligation aux patrons d'une « information sincère » aux représentants des salariés au CE dans ce genre de situation. Bref, les « 283 » ont fait spontanément ce qu'ils devaient faire : non pas « séquestrer » ni même « retenir » (l'homme est resté libre de vaquer à ses occupations, seulement accompagné), mais garder à vue pour 26 heures un cogérant d'entreprise qui se comportait comme un délinquant, recelant des documents comptables et administratifs (fax, courriers papier, courriels...) attestant que l'entreprise était rentable. Bref, les Molex ont fait ce dont les autorités judiciaires et policières hautes-garonnaises n'avaient pas reçu l'ordre du gouvernement : faire respecter la loi. Ils ont eu raison de prendre le contrôle, de réquisitionner leur entreprise. C'est le message de soutien, sans équivoque,

qu'aux portes de l'usine les porte-parole du NPA, Olivier Besancenot et Myriam Martin, leur ont adressé le 23 avril, encore renouvelé le 24 mai, après la condamnation par le TGI le 19 mai de Molex Automotive, dans un communiqué du NPA 31 qui disait : « [...] Les 283 de Molex se sont donné les moyens d'aller chercher l'information. Passant outre le "secret commercial" et le "secret industriel" qui ne protègent que les tripatouillages des actionnaires, ils ont livré au juge une preuve essentielle : un courriel du directeur des achats de PSA, le principal client de Molex, attestant leur complicité dans un plan d'accumulation de stocks de pièces pour faire face à un éventuel débrayage des travailleurs de Villemur menacés de perdre leur emploi. [...] » Soutien total et inconditionnel à Denis Parise et Guy Pavan et aux Molex dans leur combat passé et à venir pour faire respecter leurs droits ! Non à la criminalisation de l'action revendicative ouvrière ! **Myriam Martin pour le NPA 31**

## CONSEIL POLITIQUE NATIONAL **Mouvement et congrès**

Ce week-end des 13 et 14 novembre s'est tenue une réunion du conseil politique national du NPA.

Le mouvement que nous venons de vivre contre la réforme des retraites, même s'il n'a pas abouti au retrait de la réforme, enclenche une nouvelle étape dans la situation. C'est avant tout de cette séquence, traduction des résistances aux politiques d'austérité, que la réunion a permis de discuter. Mais il faudra du temps pour mesurer les conséquences politiques et sociales de la mobilisation en termes de rapport de forces et pour comprendre le poids des différents éléments qui ont empêché qu'il débouche sur une victoire. Face à cette situation exceptionnelle et après une longue discussion, le CPN a décidé de bousculer le calendrier et d'organiser

une conférence nationale des comités le samedi 11 décembre et le premier congrès du NPA début février 2011.

Profitant des dates et des salles déjà bloquées initialement pour le congrès, des AG doivent se tenir dans les départements pour débattre du mouvement et des perspectives et, pour la réunion de décembre, constituer des délégations de militantEs du NPA et de sympathisantEs côtoyés dans les mobilisations, représentatives de l'investissement dans le mouvement.

La réflexion se porte désormais sur l'analyse de ce qui s'est passé mais aussi sur les perspectives, à la fois en termes de mobilisation, avec la prochaine réforme portant sur la Sécurité sociale et pour donner une traduction politique aux expériences et acquis de la mobilisation.

Deux textes ont été discutés, une résolution politique et sociale et un appel du NPA à «celles et ceux qui luttent et ne lâchent rien». C'est une première étape dans le nécessaire processus de regroupement de celles et ceux qui se sont impliqués dans la lutte, ont milité pour la grève générale, sur des perspectives politiques communes.

Le CPN a aussi travaillé à nouveau sur les textes de congrès, notamment sur les thèses d'orientation qui réunissent en partie les positions 1 et 3, sur les différentes motions «féminisme, laïcité, religion». Les camarades de la position 2 ont présenté un texte alternatif sur le thème «Nos réponses à la crise».

Le CPN a également décidé d'une motion d'organisation des élections cantonales, considérant qu'elles peuvent être utiles à

construire le NPA dans les départements, que le NPA se présente seul ou dans des cadres de regroupement, sur une orientation de rupture avec les politiques de gestion locale du système et clairement indépendante du PS.

Une nouvelle réunion du CPN se tiendra dimanche 12 décembre pour se donner les moyens de finaliser les textes qui seront soumis aux comités pour le congrès, en leur proposant de débattre également d'une motion portant sur le porte-parolat. À l'issue de cette réunion sera produit un bulletin regroupant tous les textes soumis au vote du congrès et envoyé dans les comités pour préparer les AG de janvier.

**Myriam Duboz**

## Un professeur de violoncelle en résistance

Après onze CDD à l'École de musique du Penthièvre (Côtes-d'Armor), le contrat d'Armand Zvéniogorodsky, professeur de violoncelle, n'a pas été renouvelé. Une autre contractuelle (celle-là même qui l'avait remplacé lors d'un arrêt maladie au printemps dernier), a été nommée à sa place par Loïc Cauret, président de l'organisme qui gère l'école, le Smiv, et maire PS de Lamballe.

De ce fait, 21 élèves de sa classe sur 24 ont choisi de ne pas se réinscrire cette année à l'École de musique. Ils veulent continuer à apprendre le violoncelle avec leur professeur. Des cours gratuits «de résistance» ont commencé en début d'année. Un comité de soutien à Armand Zvéniogorodsky, a été créé, regroupant déjà plus d'une centaine d'adhérents. Site internet, page facebook, tracts, les membres du comité multiplient les actions pour réclamer sa réintégration.

Après onze ans, une lettre simple a informé Armand du non-renouvellement de son contrat. Sans la moindre explication. Il est vrai que le climat à l'école de musique s'était fortement dégradé : mise en cause du syndicat des profs par le directeur, auprès des

non-syndiqués créant une ambiance de chasse aux sorcières ; lettre de délation contre un syndiqué, entraînant un entretien préalable à sanction (qui ne déboucha finalement sur rien vu la nullité du dossier), démissions pédagogiques causant des bouleversements importants pour le personnel et les élèves, prises sans aucune concertation et annoncées aux parents d'élèves avant même les profs... On a ainsi vu des élèves apprendre à leur prof que l'ensemble qu'il encadrerait serait supprimé (et la part de salaire qui allait avec...).

Le directeur, qui n'a pas hésité à faire l'éloge en conseil pédagogique de Jacques Médecin, l'ancien maire de Nice qui disait partager 99,9% des idées du FN, en direction de son subordonné d'alors, Armand Zvéniogorodsky, dont tout le monde connaissait l'engagement antiraciste, a fini par partir, après un an.

Reste la décision de Loïc Cauret (le directeur ayant, avant de partir, rejeté l'entière responsabilité de cette décision sur l' élu). L' élu PS qui préside aussi le centre de gestion, la communauté de communes, etc. a donc pris la décision seul, sans même en informer la plupart des autres élus membres du syndicat

mixte qui gère l'école de musique, et qui l'apprennent finalement par la presse.

Une première pétition, en direction des usagers, du monde de la musique a recueilli près de 300 signatures. Une deuxième vient d'être lancée, notamment sur internet. Elle ouvre le débat sur la précarité et la permissivité des lois laissant aux collectivités publiques la possibilité d'employer des salariés pendant des années en CDD et d'en interrompre le renouvellement sans justification.

Car le cas d'Armand n'est pas isolé ! Des milliers de travailleurs sont pris dans l'étau de la précarité et des CDD renouvelés dans les fonctions publiques, à la merci de décisions non motivées de leur employeur, un politique.

Armand a été candidat de la LCR aux dernières législatives, face à Loïc Cauret. Il a été candidat NPA aux régionales. Il est militant antiraciste, syndicaliste. Et en l'absence de justifications de la part du président de l'école de musique, on ne peut que se questionner.

Signez la pétition !

[www.comite-de-soutien-a-armand.com](http://www.comite-de-soutien-a-armand.com)

## brèves de campagne...

### Lutte contre la précarité et pour les salaires à l'École normale supérieure de Paris.

À l'ENS, les assemblées générales (AG) ont d'emblée lié l'exigence de retrait de la réforme des retraites au combat contre la précarité et pour les salaires, grâce aux personnels bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, ouvriers, personnels sociaux et de santé (Biatoss). Le mouvement a été marqué par la combativité d'une équipe militante radicale (SUD, NPA...), une forte auto-organisation et le souci constant de liens étudiants/travailleurs.

La participation des Biatoss à la lutte s'est étendue et intensifiée grâce à un blocage de la cuisine permettant aux travailleurs, précaires en majorité et harcelés au travail, de venir à l'AG et à la manif du 28 octobre sans perdre leur salaire. Des revendications ont été adressées à la direction : titularisation ou au minimum passage en CDI des précaires, hausse des salaires de 300 euros par mois, facilitation de l'accès au logement, recrutements nécessaires.

Le mouvement s'est radicalisé la semaine dernière, avec blocage des cuisines, de la bibliothèque et des bureaux de la direction. Les AG se sont massifiées, avec de nombreux Biatoss qui participent pleinement aux discussions et à la prise de décision démocratique.

La direction prétend que la loi lui interdit de titulariser ou de proposer un CDI aux contractuels, alors que certains enchaînent les CDD depuis huit ou dix ans, ce qui est illégal. Elle refuse d'augmenter les salaires alors que

l'ENS gaspille une bonne part de son budget dans des dépenses somptuaires ou destinées à assurer sa «visibilité internationale». Elle fait appel à des vigiles et à la police pour intimider les bloquantEs et fait pression sur les personnels. Elle craint que la médiatisation du mouvement (articles déjà parus dans de grands quotidiens) et les révélations sur les conditions de travail des personnels nuisent au «prestige» de l'établissement.

Ce type de lutte, inédit à l'ENS, confirme le renouveau de la combativité ouvrière que l'on a déjà pu constater lors du mouvement national sur les retraites.

### Comité NPA de l'ENS

**Débat sur l'écologie.** La commission écologie NPA du Rhône, réactivée l'été dernier, a organisé une soirée-débat avec des «objecteurs (trices) de croissance» de la région lyonnaise. Ce débat devait initialement porter sur quatre thèmes :

*Quelles alternatives au capitalisme ?*  
*Luttes sociales et écologiques.*

*Conscience de classe et démarche individuelle.*  
*Quels moyens pour la prise du pouvoir ?*

Dès 20 heures, de nombreux militantEs étaient déjà présentEs et à 20h15 le débat a démarré avec une quarantaine de participantEs, dont un tiers de militantEs objecteurs/trices de croissance.

Alternativement, militantEs du NPA et Objecteurs/trices de croissance ont pris la parole, expliquant les positions des unEs et des autres sur les thèmes proposés.

Le débat a incontestablement fait apparaître

de nombreuses convergences sur les deux premiers thèmes abordés. Les échanges extrêmement riches et nombreux ont réjoui tous et toutes les participantEs.

Tellement riches et nombreux que les deux derniers thèmes n'ont pas pu être abordés faute de temps.

Les choses n'en resteront pas là puisque rendez-vous a été pris pour la suite de ces débats, début janvier 2011.

Nous espérons que cette nouvelle rencontre permettra d'aborder des thèmes qui ont émergé au fil de la discussion et qui seront peut-être moins consensuels tels que : *La place du travail dans la société, Qui sont les acteurs de la transformation sociale ?* (rôle du mouvement ouvrier) ou encore *La garantie de revenu pour tous doit-elle se construire à partir du salaire socialisé ou d'un revenu d'existence distribué par l'État ?*

Cette soirée à laquelle ont participé divers courants de l' objection de croissance (MOC, POC et PPLD), mais aussi de nombreux camarades du NPA qui ne font pas partie de la commission écologie, a sans nul doute permis un rapprochement entre les militantEs ainsi qu'une meilleure compréhension du fonctionnement et des approches politiques des unEs et des autres.

Ceci devrait inaugurer de futures actions unitaires, en tout cas c'est ce que nous souhaitons.

**Commission écologie NPA 69**

## S'abonner à Tout est à nous !

### Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

### Tarif standard

Hebdo (14 euros/trimestre)

Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo (10 euros/trimestre)

Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

**ORGANISME CRÉANCIER :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel  
et de communication (NSPAC)  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex  
Numéro spécial d'émetteur : 554755

### Titulaire du compte

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Ville : .....

Mail : .....

### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT      CODE GUICHET  
| | | | |      | | | | |

N° DE COMPTE  
| | | | | | | | | | | | | | |

CLÉ RIB  
| | |

Date : .....

Signature : .....

### Établissement teneur du compte

Banque : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Ville : .....

### Par chèque, à l'ordre de : NSPAC

2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

### FRANCE ET DOM-TOM

#### Tarif standard

Hebdo  6 mois  1 an  
**28 euros**      **56 euros**

Mensuel  6 mois  1 an  
**22 euros**      **44 euros**

Hebdo + Mensuel  6 mois  1 an  
**50 euros**      **100 euros**

#### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo  6 mois  1 an  
**20 euros**      **40 euros**

Hebdo + Mensuel  6 mois  1 an  
**38 euros**      **76 euros**

### ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31  
ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)



Le chiffre

**2 millions**

**C'est le nombre d'enfants pauvres en France selon le rapport présenté par Dominique Versini, la défenseure des enfants. Ils vivent dans un foyer gagnant moins de 950 euros par mois et la moitié d'entre eux dans un foyer gagnant moins de 773 euros par mois. Le rapport constate entre autres la difficulté de ces familles à se faire soigner. Ainsi, 16% des enfants en zone d'éducation prioritaire (ZEP) ont des caries non soignées. Le rapport dénonce le manque de logements sociaux, les expulsions, les menaces sur les allocations en cas d'absentéisme, les placements d'enfants en centre de rétention, les entraves au regroupement familial. Une condamnation sans appel du sarkozysme.**

**Au placard, Woerth bouge encore.**

Éric Woerth va devoir supporter une enquête de la Cour de justice de la République pour avoir vendu, en qualité de ministre du Budget, à une société hippique amie une parcelle de la forêt de Compiègne (Oise) pour une bouchée de pain et sans appel d'offres. Le procureur général de la Cour de cassation qui a déclenché cette procédure a reporté sa décision après le roulement ministériel car « il ne souhaitait pas interférer » avec lui. On se demande bien pourquoi... Peut-être ne fallait-il surtout pas que rebondisse cette affaire au moment où Woerth faisait voter sa loi devant l'Assemblée encerclée par des manifestants ? La loi a été votée mais elle est toujours massivement rejetée tout comme les trafics d'influence et le financement illégal de campagne électorale par la grande bourgeoisie dont sont soupçonnés Sarkozy et son entourage.

**Tremblay-en-France, terre d'asile.**

François Asensi, député-maire de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis) et membre de la FASE, a écrit une longue lettre à une habitante de cette ville pour la rassurer au sujet d'un campement de Roms situé près du RER Vert-Galant. Après avoir constaté les « conditions extrêmement précaires et humainement indignes » dans lesquelles vivent

ces familles et leur avoir fait fournir des vêtements par la municipalité, il déclare que « fournir à ces personnes l'accès à un point d'eau et à des toilettes reviendrait à pérenniser une situation qui ne peut être que temporaire ». Il ajoute qu'il soupçonne une exploitation des enfants (mendicité) et qu'il lui « paraît difficile que des enfants vivant dans de telles conditions soient scolarisés normalement ». Il conclut en rejetant la responsabilité de la situation sur le gouvernement français et roumain. Ainsi un maire justifie-t-il le refus de fournir de l'eau potable et celui de scolariser des enfants : justement parce qu'ils en ont un besoin urgent. Il assume également la décision de la commune d'avoir demandé l'expulsion du campement. Voilà où peut mener la gestion sans principes d'une municipalité par quelqu'un qui se dit alternatif. Nous espérons que les militants de la FASE condamneront fermement avec nous ce comportement.

**Le procès des OGM ne doit pas être celui des faucheurs.**

Le 16 novembre, José Bové et trois faucheurs d'OGM ont été condamnés à 120 jours de prison ou 6000 euros d'amendes. Les 82 autres faucheurs ont été condamnés à deux mois de prison avec sursis. Ils avaient participé au fauchage

d'une parcelle de maïs transgénique Monsanto. Grâce à cette action et à d'autres, un moratoire a été depuis prononcé sur la culture de ce maïs OGM en France. Ils ont donc fait œuvre salutaire en alertant ainsi l'opinion sur les dangers de la culture OGM en plein champ (contamination, sujétion des agriculteurs à Monsanto pour obtenir des semences). Mais le tribunal n'a pas voulu entendre cet « état de nécessité » et les a condamnés, même si les peines prononcées sont inférieures à ce que l'on pouvait craindre. Le combat continue car de nouvelles autorisations pourraient être décidées par le gouvernement pour la fin de l'année.

**Grèce.** Le deuxième tour des élections régionales et municipales confirme que la droite est rejetée comme alternative à la politique désastreuse du Pasok : si elle gagne Le Pirée, elle commet l'exploit de perdre Athènes et Salonique, et ne gagne que cinq des treize régions au lieu des six à huit espérées. Autre leçon, le bipartisme droite/Pasok en crise dans les régions et grandes villes : 51% d'abstentions aux municipales (64% au Pirée, 66% à Athènes), 53% aux régionales, avec 11,7% de votes blancs et nuls ! En Attique au premier tour, le KKE (PC grec) ne perd pas 10 000 voix par rapport à octobre

2009, comme écrit dans *Tout est à nous !* avant la fin du comptage, mais en gagne 6 000... mais c'est peu comparé aux gains d'Antarsya (23 000) et à ceux du KKE dans des régions moins peuplées que l'Attique où les partis à gauche du Pasok totalisent 33% des voix, quand Pasok et droite y ont perdu 700 000 voix ! Saluons enfin la victoire du maire radical combatif de la banlieue Elleniko avec 61% face au Pasok (46% d'abstentions).

**Sahara occidental.** Une semaine après les événements de Laayoune, près d'une centaine de Sahraouis passent en justice. Nul doute que les peines seront lourdes, dans la continuité de la répression qui a fait des dizaines de victimes et des centaines de disparus et de blessés. Au même moment, les rounds de négociation entre le front Polisario et le pouvoir marocain à l'ONU traduisent le soutien des grandes puissances au régime marocain même sur la revendication élémentaire d'intégrer dans les missions de la Minurso (agence de l'ONU chargée d'organiser un référendum d'autodétermination) un rôle d'intervention et de suivi des violations des droits humains au Sahara occidental. Il s'agit en réalité d'un droit d'impunité accordé à la dictature pour

perpétuer son occupation et réprimer à sa guise. La solidarité doit s'amplifier pour la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques sahraouis et la satisfaction de leurs revendications dont le droit de décider de leur avenir.

**Les ouvriers allemands refusent de payer la crise.**

À l'appel de la confédération des syndicats allemands (DGB), 100 000 personnes ont manifesté, samedi 13 novembre, dans plusieurs villes allemandes. Elles protestaient contre les coupes budgétaires touchant les prestations sociales, le relèvement de l'âge de départ en retraite de 65 à 67 ans en 2012 et pour un salaire horaire minimum à 8,5 euros. La lutte des salariés allemands pour leurs retraites est similaire à celle des salariés français. L'âge légal de départ est actuellement de 65 ans mais l'âge moyen de départ se situe à 63 ans, ce qui signifie que beaucoup de retraités partent avec une décote importante de deux années. Seulement 41% des plus de 55 ans sont encore actifs. Le gouvernement encourage les salariés à souscrire à des assurances privées pour la retraite. La ministre Von der Leyen a regretté : « il reste beaucoup à faire pour ancrer le sentiment du travail jusqu'à 67 ans dans la population... »

**LONDRES**

**Colère contre la rigueur**



Londres, le 10 novembre. Des milliers de manifestants ont occupé le siège du parti conservateur, dans l'immeuble de Millbank. Contrairement à la propagande gouvernementale et à la frilosité de certains syndicats, ces manifestants étaient tout sauf des casseurs ou des irresponsables. (JUNIUS.ORG.UK)

**“ NO COMMENT**  
*Quel succès, quelle confiance des Grecs ! Tout cela vient récompenser un courage politique qui force l'admiration.*  
**MARTINE AUBRY,**  
**À GEORGE PAPANDRÉOU** ”

**TOUT est à nous !**  
 hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction :** 01 48 70 42 27  
**Diffusion :** 01 48 70 42 31  
**Administration :** 01 48 70 42 28  
 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
**Mail :** redaction@npa2009.org  
**Numéro ISSN :** 1969-8178  
**Commission paritaire :** 0414 P 11508  
**Tirage :** 6 500 exemplaires  
**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
 SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :**  
 François Coustal  
**Impression :**  
 Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
 Tél. : 01 48 70 42 22  
 Fax : 01 48 59 23 28  
 mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®